

## POSTE COMPTABLE DE VALENCIENNES



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

**Exercice 2023**

**Préambule :**

Le présent dossier a pour objet de synthétiser les différents documents détaillés au travers des 10 annexes.

Les orientations budgétaires doivent ainsi prendre en compte les contentieux explicités au travers de l'annexe n°1 portant sur les contentieux arrêtés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## PERSPECTIVES BUDGETAIRES<sup>1</sup>

A titre liminaire, la rétrospective des dépenses et recettes du Syndicat pour la période 2018/2022 est reprise en annexe 2.

### A Les ressources de fonctionnement :

#### **1) Le versement mobilité :**

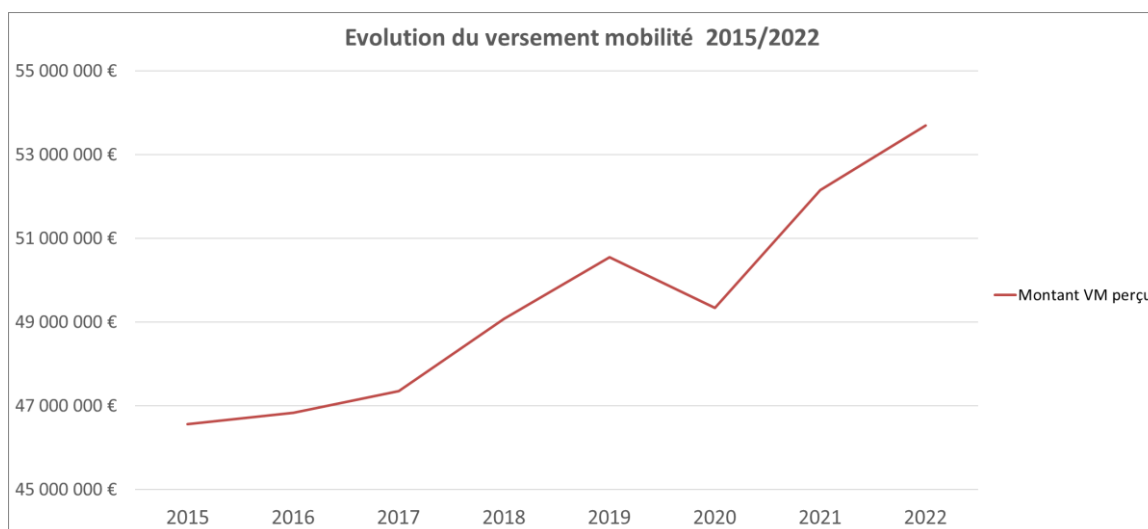
Le versement mobilité (VM)<sup>2</sup> est une taxe assujettissant les employeurs publics ou privés qui emploient plus de onze salariés et inclus dans le ressort territorial d'une autorité organisatrice de la mobilité. L'assiette du VM est constituée par le montant des salaires payés conformément à la législation sur la sécurité sociale.

Il représente la première ressource de fonctionnement du SIMOUV.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, le taux est de 2%.

Pour rappel, l'année 2020 a été impactée par la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, qui a conduit à mettre fin au dynamisme du VM constaté depuis 2015.

Toutefois, les années 2021 et 2022 ont été marquées par un dynamisme du VM :



*Figure 1 : évolution du VM sur la période 2015/2022*

<sup>1</sup> Les montants repris ci-après sont libellés en € HT.

<sup>2</sup> Suite à l'adoption de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, le versement transport est devenu le versement mobilité.

Année	Montant VM perçu	Taux d'évolution année n-1
2015	46 567 697,50 €	6,11%
2016	46 835 829,79 €	0,57%
2017	47 354 274,74 €	1,09%
2018	49 078 726,85 €	3,51%
2019	50 546 308,52 €	2,90%
2020	49 337 404,04 €	-2,45%
2021	52 154 702,31 €	5,40%
2022	53 694 363,00 €	2,87%

*Tableau 1 : évolution en pourcentage du VM sur la période 2014/2022*

Par ailleurs, au cours de l'année 2022, il est ressorti :

- de nouvelles modalités de reversement du VM par l'ACOSS (caisse nationale des URSSAF) ;
- un versement par l'URSSAF Hauts-de-France de la somme de 1 096 826,61 € au titre de la compensation financière des créances recouvrées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Dans ce cadre, afin d'une part de reconstituer précisément le versement mobilité attaché à l'année 2022 et d'autre part d'établir des projections budgétaires, la société DG Conseil a été mandatée par le SIMOUV.

Les conclusions de l'étude menée par cette dernière sur la période 2023-2024 sont les suivantes (cf : annexe n°3) :

- ✓ un VM, pour l'année 2022 et après retraitement, de 53,69 M€ ;
- ✓ une estimation prudente d'évolution de 4.5% pour l'année 2023, soit 56,96 M€ ;
- ✓ une évolution annuelle, à compter de 2024, de 2.5%.

Enfin, il est à noter que, suite au relèvement du seuil d'assujettissement au VM depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, un fond de compensation de l'Etat a été mis en œuvre pour un montant annuel de l'ordre **190 000 €**, auquel il faut ajouter une somme estimée à **20 000 €** au titre de la compensation de la Mutualité Sociale Agricole.

## **2) Les recettes reversées par le Déléataire du réseau :**

Le mécanisme financier établi au travers de la convention de délégation pour les années 2023/2029, signée le 11 juillet 2022 avec la société KEOLIS, a fait l'objet d'une mise à jour au regard du précédent contrat.

Ainsi, la convention actuelle met un terme aux flux financiers liés aux subventions du transport scolaire et à la compensation de l'abonnement « Pass & Go ».

Dès lors, le Déléataire s'engage à reverser les recettes de trafic (issues de la vente de titres) et diverses (publicités, contraventions, ...).

Les engagements de recettes pour les années 2023/2026 sont les suivants (en prix de base) :

	2023	2024	2025	2026
Recettes du trafic	5 366 373	5 496 161	5 659 764	5 742 556
Recettes diverses	317 864	336 975	350 615	365 711
<b>Total des recettes</b>	<b>5 684 237</b>	<b>5 833 135</b>	<b>6 010 379</b>	<b>6 108 267</b>

Dès lors, l'engagement au titre des recettes de trafic est fixé à **5 684 237€** pour l'année 2023.

### **3) Les recettes au titre du financement du transport scolaire :**

Suite au désengagement, par délibération du 13 avril 2016, du Conseil Départemental du Nord au titre du financement de la gratuité du transport des collégiens, le SIMOUV perçoit la part de dotation globale de fonctionnement relative au transport scolaire.

Compte tenu des transferts de compétences actés par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, une nouvelle convention a été mise en œuvre le 6 novembre 2019 entre le SIMOUV et le Conseil Régional Hauts-de-France afin notamment de forfaitiser les dotations globales de fonctionnement comme suit :

- **2 179 928€** au titre du financement du transport scolaire des lycéens ;
- **1 146 967€** pour le financement du transport scolaire des collégiens.

De plus, la Région assure le remboursement au SIMOUV du transport des élèves interurbains (qui effectuent des voyages entre deux ressorts territoriaux), estimé à 100 000 € annuels.

Par ailleurs, la Région Hauts-de-France a fait état de sa participation au titre du financement du transport scolaire des lycéens pour l'année 2023, à savoir un montant de 1 121 265,70 €.

Pour les prochains exercices, il est proposé de maintenir cette participation de la Région Hauts-de-France.

### **4) La contribution des deux Communautés d'Agglomération membres :**

En 2022, le montant global s'élevait à 15 500 000€ décomposé comme suit :

- 8 000 000 € au titre de la contribution au transfert des compétences en fonctionnement ;
- 7 500 000 € au titre d'une subvention d'investissement.

Suite aux échanges menés avec les deux Communautés d'Agglomération membres et compte tenu des contraintes budgétaires, le montant de la contribution en fonctionnement pour l'année 2023 est établi à **8 000 000 €**.

Pour les années ultérieures, il est proposé de fixer la contribution à 8 000 000 € sous réserve de l'évolution du contexte économique national et des coûts d'exploitation tirés de modifications de l'offre de mobilité (évolution des technologies du parc roulant bus, nouvelles offres, ...).

## **B Les charges de fonctionnement :**

### **1) Les frais de fonctionnement du SIMOUV :**

Les charges de structure sont estimées à environ **450 000 €** pour l'année 2023. Un taux annuel moyen de révision de 1% est pris en compte à partir de l'année 2024.

Pour les charges de personnels et des élus, le montant est estimé à **900 000 €** pour 2023. Cette estimation intègre ainsi le recrutement récent de deux agents (un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité au vu du changement de Délégué et un contrat de projet afin de mener la révision du SCoT et du PDU du Valenciennois) et le recrutement en cours d'un(e) Chargé(e) des Mobilités (cf : annexe n°10). Un taux annuel moyen de revalorisation de 1% est pris en compte à partir de 2023, lié à l'effet « glissement vieillissement technicité ».

### **2) Le crédit-bail au titre du matériel roulant de la seconde ligne du tramway :**

Pour rappel, le financement des 9 rames de tramway de la seconde ligne a été opéré au travers d'un crédit-bail auprès de la société AUXIFIP.

Les échéances annuelles sont de **1 290 000 €**.

### **3) Le fonctionnement du réseau :**

#### **3.1 - La contribution aux charges d'exploitation du Délégué**

Cette contribution correspond aux charges forfaitaires d'exploitation de KEOLIS HAINAUT VALENCIENNOIS, Délégué du réseau depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

<b>TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
<b>Composante fixe</b>	23 537 354	24 202 556	23 653 377	23 843 727
<b>+ Charges variables</b>	22 937 026	23 151 736	23 423 897	23 538 477
<b>+ charges de sous-traitance</b>	9 737 095	8 801 648	8 745 092	8 656 895
<b>Coût forfaitaire</b>	<b>56 211 475</b>	<b>56 155 939</b>	<b>55 822 366</b>	<b>56 039 099</b>

Par ailleurs, au titre de la convention de délégation de service public, il appartient au Délégué d'assurer des niveaux de maintenance 4 et 5 qui relèvent habituellement du Délégué.

Ainsi, la contribution versée par le SIMOUV (charges de fonctionnement) comprend des dépenses de maintenance relevant de la section d'investissement. Après échanges avec le Trésor Public, il ressort la faisabilité comptable d'affecter ces dépenses de maintenance en investissement.

Dès lors, après déduction de cette quote-part d'investissements de la contribution financière forfaitaire, le montant à verser au Délégué pour l'année 2023 est estimé à 54 656 043,42 € (valeur 2021). Il est à noter la prise en compte d'une indexation moyenne annuelle de 12.70% au vu de l'augmentation importante des indices.

### ***3.2 - L'intégration tarifaire sur le réseau TER***

Ces dépenses intègrent l'ensemble des engagements pris par le SIMOUV avec la Région Hauts-de-France et SNCF Mobilités dans le cadre de l'intégration du réseau TER.

Pour rappel, la Région Hauts-de-France finance 50% du coût de cette intégration.

Compte tenu de la mise en œuvre de l'abonnement « Pass & Go » et au vu du dernier dénombrement opéré, il ressort un dynamisme important de l'intégration tarifaire avec la Région.

Le montant est ainsi estimé à **500 000 €** à compter de l'année 2023. Il est pris en compte un taux annuel moyen de révision de 2%.

### ***3.3 Intégration tarifaire avec le réseau régional Arc-en-Ciel***

Par délibération du 9 septembre 2019, le Comité Syndical du SIMOUV a approuvé la convention avec la Région Hauts-de-France relative au financement des lignes interurbaines pénétrant dans le ressort territorial Valenciennois.

Pour rappel, ces lignes sont décomposées en trois périmètres (2, 3 et 4) et permettent à la clientèle interurbaine de se rendre vers le ressort territorial du SIMOUV et d'accroître le service offert par ce dernier.

Sur la base de l'exercice 2022 et au vu notamment de l'inclusion à compter de la rentrée scolaire 2022-2023 de la ligne régionale n°803 dans le dispositif des lignes interurbaines pénétrantes afin de répondre à un besoin en mobilité sur la commune de Quérénaing (59269), il est proposé un montant de **600 000 €** à compter de l'année 2023.

Ce montant sera ajusté annuellement par application d'un taux annuel moyen de révision de 2%. Il est à noter une augmentation de ce financement (+ 200 000 €) au regard des années antérieures. En effet, lors de l'examen du bilan financier pour l'année scolaire 2021/2022, transmis par la Région, il est ressorti que certaines lignes intégrées n'avaient pas été refacturées avant l'année scolaire 2021/2022.

### ***4) Les frais financiers :***

Pour l'année 2023, des échanges sont en cours avec l'organisme Dexia Crédit Local en vue de renégocier le contrat de prêt n°MPH283424EUR conclu le 30 mars 2007 pour un montant de 12 190 000 euros et une durée de 40 ans.

A ce jour, les modalités financières de ce contrat sont les suivantes :

- une première phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 1<sup>er</sup> avril 2010 au cours de laquelle a été appliqué un taux d'intérêt annuel de 5,23% ;
- une deuxième phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2010 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2030 au cours de laquelle le taux d'intérêt appliqué a été fixé comme suit :
  - o si la différence entre le CMS EUR 30 ans et le CMS EUR 1 an est supérieure ou égale à 0,00%, application d'un taux d'intérêt égal à 5,23% ;
  - o si la différence entre le CMS EUR 30 ans et le CMS EUR 1 an est inférieure à 0,00%, application d'un taux d'intérêt égal à 6,50% ;

- une troisième phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2030 au 1<sup>er</sup> avril 2047 au cours de laquelle le taux d'intérêt appliqué est égal à 5,23%.

La proposition du prêteur vise à figer, pour toute la durée du contrat et sans indemnité pour le Syndicat, le taux d'intérêt au taux plancher de 5,23% à l'issue du premier trimestre 2023, sachant qu'au vu de la conjoncture actuelle le taux applicable est de 6.50%.

Cette proposition sera soumise au vote lors du Comité Syndical du 9 février 2023.

Les données présentées dans le cadre du présent ROB prennent en compte l'hypothèse d'une acceptation par l'Assemblée délibérante de la proposition de Dexia Crédit Local.

De plus, au titre des emprunts à taux variable, le taux plafond a été pris en compte au vu de la situation dégradée des marchés monétaires.

A ces annuités, devra s'ajouter la prime de couverture du contrat de 15 900 000 € avec la Caisse d'Epargne, à savoir un montant de 62 800 €.

Le montant des intérêts (hors prime de CAP) est ainsi estimé pour l'année 2023 à **6 915 586,32 €** (Cf annexes n°4 et n°5).

### ***5) Les charges exceptionnelles***

Elles correspondent aux remboursements du versement mobilité des entreprises qui transportent ou logent leur personnel, pour montant annuel estimé à **30 000 €**.

## **C Les dépenses et recettes d'investissement :**

### ***1) Les dépenses d'investissements :***

Ces dépenses sont liées d'une part à l'amortissement de la dette (**4 023 969 €** pour l'année 2023) et d'autre part au programme pluriannuel d'investissements (PPI) 2023/2026, tel que repris au travers des annexes n° 5 et 6 à la présente note.

Il ressort ainsi la mise en œuvre de deux scénarios du PPI 2023/2026, à savoir :

- Une version A ambitieuse, destinée à mettre en œuvre une politique de développement des orientations stratégiques définies au travers des documents de planification pilotés par le SIMOUV (Schéma de Cohérence Territoriale et Plan de Déplacements Urbains du Valenciennois) ;

- Une version B dite « prudente », reprenant principalement les investissements strictement nécessaires pour assurer la continuité du service public de la mobilité, les engagements contractuels issus de la convention de délégation de service public du 11 juillet 2022 et l'application des évolutions législatives et réglementaires issues de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite loi « LOM »).

En synthèse, le PPI 2023/2026 comprend notamment les catégories de dépenses suivantes :



➤ Les engagements pris au titre de la convention de délégation du 11 juillet 2022 et les investissements structurels : renouvellement du système d'aide à l'exploitation et l'information des voyageurs, mise en conformité réglementaire des bâtiments, la réfection des toitures du site de Saint-Saulve, renouvellement de la vidéosurveillance de la ligne T2 et embarquée, ... ;

➤ Le renouvellement partiel du parc roulant conformément à l'autorisation de programme votée le 20 octobre 2021 pour un montant annuel de **2 600 000 €** (hors reprises des crédits de paiement non consommés) et acquisition de véhicules électriques ;

➤ Les investissements au titre du PDU et du SCoT et les procédures de révision de ces documents votées en 2022 (mise en place d'une aire de covoiturage sur la commune de Hasnon, réfection des pistes cyclables le long de la première ligne de tramway, étude relative au schéma directeur commercial, ...).

Dans ce cadre, l'état des autorisations de programme et crédits de paiement au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est détaillé en annexe 8.

## ***2) Les recettes d'investissements :***

Les recettes d'investissements pour l'année 2023 intègrent les subventions sollicitées auprès des deux Communautés d'Agglomération membres.

Dans cadre, au vu de la politique d'investissements sur les exercices 2022 et 2023, et après échanges avec les membres, il a été proposé un accompagnement exceptionnel de 14 000 000€ décomposé comme suit :

✓ 2022 : 7 500 0000 € dont 4 000 000 € versés par la CAVM et 3 500 000 € par la CAPH ;

✓ 2023 : 6 500 000 € dont 3 000 000 € versés par la CAVM et 3 500 000 € par la CAPH.

Par ailleurs, au vu des investissements ambitieux pour l'année 2024 (scénario A), la subvention d'investissement sollicitée auprès des membres serait de 8 000 000 € (4 000 000 € pour chaque membre).

A compter de 2025, et compte tenu des marges de manœuvre retrouvées, la subvention serait ramenée à 1 500 000 € pour chaque membre.

Le second scénario (B) maintient une subvention d'investissement de 2 000 000 € pour chaque membre sur les exercices 2024/2026, mais conduira notamment, comme explicité au travers de l'annexe n°6, au report de certains investissements au-delà de l'année 2026.

**Les projections budgétaires 2023/2026 sont synthétisées au travers des annexes 9a et 9b.**

## **ANNEXES**

**ANNEXE 1 : Etat des contentieux au 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**ANNEXE 2 : Rétrospective des dépenses et recettes de fonctionnement (2018/2022).**

**ANNEXE 3 : Etude sur la prospective de VM 2023-2024 réalisée par le cabinet DG CONSEIL (janvier 2023).**

**ANNEXE 4 : Etat de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**ANNEXE 5 : Evolution de la dette 2023/2027.**

**ANNEXE 6 : Note explicative du PPI 2023/2026.**

**ANNEXE 7a : PPI 2023/2026 version A.**

**ANNEXE 7b : PPI 2023/2026 version B.**

**ANNEXE 8 : Etat des AP/CP votés par le SIMOUV au 1<sup>er</sup> janvier 2023.**

**ANNEXE 9a : Projections budgétaires 2023/2026 version A.**

**ANNEXE 9b : Projections budgétaires 2023/2026 version B.**

**ANNEXE 10 : Evolution des effectifs.**

## ANNEXE 1 : ETAT DES CONTENTIEUX

A ce jour, les dossiers suivants sont pendants devant la juridiction administrative :

### 1) SIMOUV c / EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD EST/ EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS/ ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE NORD

Dans le cadre du décompte général et définitif des travaux portant sur la réalisation des voiries, des réseaux divers et des ouvrages d'art (secteurs extérieurs) au titre de la seconde ligne de tramway (ligne T2), le groupement EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD EST/ EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS/ ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE NORD, représenté par son mandataire EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS NORD EST, a établi le 2 août 2021 un pourvoi par-devant le Conseil d'Etat suite à l'arrêt rendu par la Cour Administrative Appel (CAA) de Douai le 1<sup>er</sup> juin 2021.

Au travers d'un arrêt rendu le 19 mai 2022, le Conseil d'Etat a décidé d'annuler partiellement la décision de la CAA de Douai et renvoyé l'affaire devant cette dernière.

Dans le cadre de cette reprise d'instance, le Groupement a procédé à une actualisation de ses demandes et sollicite désormais la condamnation du SIMOUV au versement de la somme globale de 2 638 361,58 € HT (intérêts moratoires compris, arrêtés provisoirement à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2022).

### 2) SIMOUV c / GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE INEO RAIL (DECOMPTE GENERAL DES PRESTATIONS AU TITRE DE LA CONSTRUCTION DE LA LIGNE T2)

Dans le cadre du décompte général et définitif des prestations de mise en œuvre du système d'anti-franchissement et du SAEIV de la ligne T2, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) INEO RAIL a sollicité auprès du Tribunal Administratif de Lille la condamnation du SIMOUV au versement de la somme de 1 159 458, 72 € HT.

Par jugement en date du 16 février 2021, la juridiction de première instance a condamné le Syndicat au paiement de la somme de de 143 045,82 € TTC.

Le GIE INEO RAIL a formé appel de cette décision le 16 avril 2021 par-devant la Cour Administrative d'Appel de Douai et sollicite désormais la condamnation du SIMOUV au versement de la somme de 1 187 364,51 € HT (hors intérêts moratoires).

3) SIMOUV c / GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE INEO RAIL (DYSFONCTIONNEMENTS DU SYSTEME D'ANTI-FRANCHISSEMENT DES RAMES DU TRAMWAY VALENCIENNOIS)

Suite aux conclusions en date du 29 janvier 2021 au titre de l'expertise judiciaire portant sur les désordres liés aux dysfonctionnements du système d'anti-franchissement des rames du tramway Valenciennois et conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2021\_12\_03 du 15 décembre 2021, un titre de recette a été émis à l'encontre du GIE INEO RAIL (concepteur et installateur du système) pour un montant de 5 352 540,45 € TTC.

Au travers d'une requête déposée par-devant le Tribunal Administratif de Lille le 14 février 2022, le GIE INEO RAIL sollicite l'annulation du titre susmentionné et la condamnation du SIMOUV au paiement de la somme de 8 000 € au titre des dépens.

4) SIMOUV c / SOCIETE INGEROP CONSEIL & INGENIERIE (DYSFONCTIONNEMENTS DU SYSTEME D'ANTI-FRANCHISSEMENT DES RAMES DU TRAMWAY VALENCIENNOIS)

Suite aux conclusions en date du 29 janvier 2021 au titre de l'expertise judiciaire portant sur les désordres liés aux dysfonctionnements du système d'anti-franchissement des rames du tramway Valenciennois et conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2021\_12\_03 du 15 décembre 2021, un titre de recette a été émis à l'encontre de la société INGEROP CONSEIL & INGENIERIE (maître d'œuvre du programme de réalisation de la ligne T2) pour un montant de 5 798 585,50 € TTC.

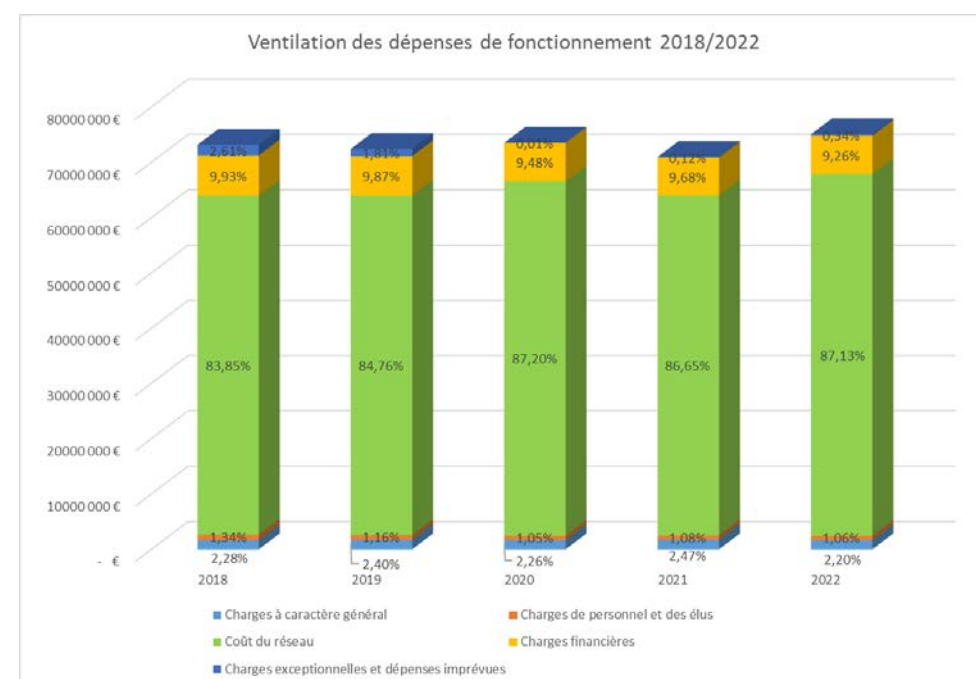
Au travers d'une requête déposée par-devant le Tribunal Administratif de Lille le 10 février 2022, la société INGEROP CONSEIL & INGENIERIE sollicite l'annulation du titre susmentionné et la condamnation du SIMOUV au paiement de la somme de 5 000 € au titre des dépens.

## Annexe 2 : Rétrospective des dépenses et recettes de fonctionnement 2018/2022

### EVOLUTION DE LA SECTION D'EXPLOITATION 2018/2022 - DEPENSES REELLES

	2018	Variation 2017/2018	2019	Variation 2018/2019	2020	Variation 2019/2020	2021	Variation 2020/2021	2022	Variation 2021/2022
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>73 147 949 €</b>	<b>-5,08%</b>	<b>72 432 624 €</b>	<b>-0,98%</b>	<b>73 560 055 €</b>	<b>1,56%</b>	<b>70 955 260 €</b>	<b>-3,67%</b>	<b>75 065 055 €</b>	<b>5,47%</b>
<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 665 890 €</b>	<b>-8,1%</b>	<b>1 752 059 €</b>	<b>5,2%</b>	<b>1 661 793 €</b>	<b>-5,2%</b>	<b>1 755 779 €</b>	<b>5,4%</b>	<b>1 650 785 €</b>	<b>-6,4%</b>
<i>dont crédit-bail au titre des tramways- T2</i>	1 287 052 €		1 287 052 €		1 287 052 €		1 287 052 €		1 287 052 €	
<b>Part dans les DRF</b>	<b>2,28%</b>		<b>2,42%</b>		<b>2,26%</b>		<b>2,47%</b>		<b>2,20%</b>	
<b>Charges de personnel et des élus</b>	<b>979 494 €</b>	<b>0,3%</b>	<b>840 577 €</b>	<b>-14,2%</b>	<b>774 781 €</b>	<b>-7,8%</b>	<b>764 353 €</b>	<b>-1,4%</b>	<b>797 677 €</b>	<b>4,2%</b>
<b>Part dans les DRF</b>	<b>1,34%</b>		<b>1,16%</b>		<b>1,05%</b>		<b>1,08%</b>		<b>1,06%</b>	
<b>Coût du réseau</b>	<b>61 333 415 €</b>	<b>0,5%</b>	<b>61 381 507 €</b>	<b>0,1%</b>	<b>64 147 799 €</b>	<b>4,5%</b>	<b>61 480 450 €</b>	<b>-4,3%</b>	<b>65 407 893 €</b>	<b>6,0%</b>
<i>dont versement au délégataire du réseau</i>	60 265 025,12		60 510 606,62		63 235 596,63		61 286 639,82		64 172 724,26	
<b>Part dans les DRF</b>	<b>83,85%</b>		<b>84,74%</b>		<b>87,20%</b>		<b>86,65%</b>		<b>87,13%</b>	
<b>Charges financières</b>	<b>7 262 987 €</b>	<b>-1,8%</b>	<b>7 148 873 €</b>	<b>-1,6%</b>	<b>6 970 682 €</b>	<b>-2,5%</b>	<b>6 868 361 €</b>	<b>-1,5%</b>	<b>6 950 842 €</b>	<b>1,2%</b>
<b>Part dans les DRF</b>	<b>10%</b>		<b>10%</b>		<b>9%</b>		<b>10%</b>		<b>9%</b>	
<b>Charges exceptionnelles et dépenses imprévues</b>	<b>1 906 162 €</b>	<b>-67,3%</b>	<b>1 309 607 €</b>	<b>-31,3%</b>	<b>4 999 €</b>	<b>-99,6%</b>	<b>86 317 €</b>	<b>94,2%</b>	<b>257 858 €</b>	<b>66,5%</b>

Les données présentées sont issues de l'addition des comptes administratifs.<sup>1</sup>



L'étude des dépenses réelles de la Section d'Exploitation permet de constater les éléments suivants :

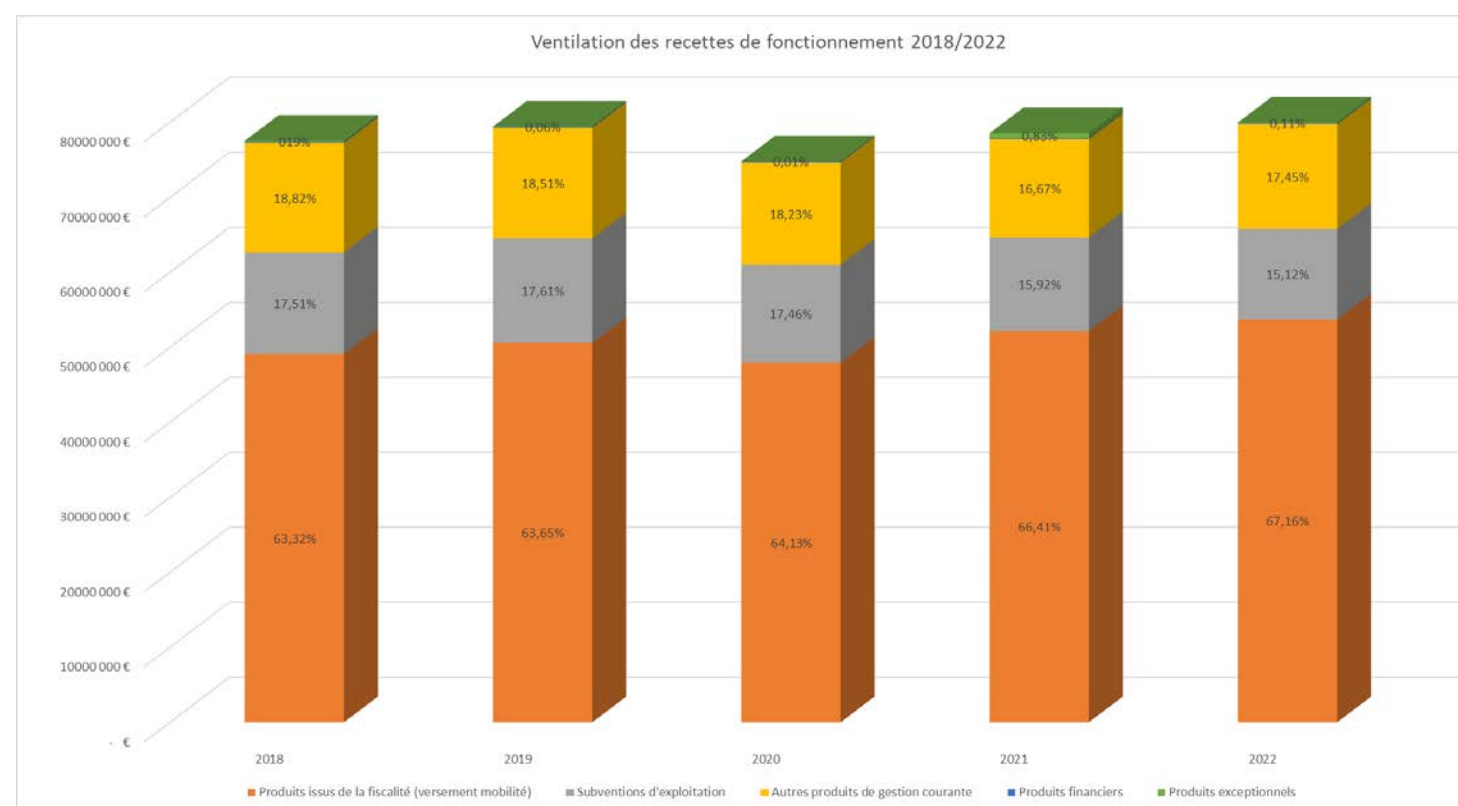
- Une augmentation des dépenses d'exploitation au vu notamment des nouvelles offres de services, de la mise en œuvre de la gratuité des moins 25 ans et des effets de l'indexation du contrat de délégation ;
- La structure des dépenses réelles montre clairement la prédominance du coût du réseau qui représente plus de 85% **des dépenses de fonctionnement** ;
- Les **intérêts de la dette** arrivent ensuite avec environ **9% des dépenses** ;
- Le poids des intérêts des emprunts augmente car les emprunts capés ont vu leur taux augmenter ;
- Les **charges à caractère général intègrent le remboursement des loyers au titre du crédit-bail du matériel roulant (de l'ordre de 1 300 000 €)** ;
- Les **charges de personnel se situent dans une moyenne de 637 000 €** mais pèsent peu dans la structure des dépenses.

**=> Les dépenses d'exploitation sont donc très dépendantes des charges liées au coût du réseau.**

<sup>1</sup> Pour 2022, il s'agit d'une estimation sur la base de l'exécution budgétaire arrêtée au 30 janvier 2023.

## EVOLUTION DE LA SECTION D'EXPLOITATION 2018/ 2022 - RECETTES REELLES

	2018	Variation 2017/2018	2019	Variation 2018/2019	2020	Variation 2019/2020	2021	Variation 2020/2021	2022	Variation 2021/2022
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>77 512 702 €</b>	<b>-5,29%</b>	<b>77 609 398 €</b>	<b>0,12%</b>	<b>74 767 054 €</b>	<b>-3,66%</b>	<b>78 532 240 €</b>	<b>5,04%</b>	<b>79 957 260 €</b>	<b>1,81%</b>
Produits issus de la fiscalité (versement mobilité)	49 078 727 €	1,4%	50 546 309 €	3,0%	47 945 353 €	-5,1%	52 154 702 €	8,8%	53 701 382 €	3,0%
Part dans les RF	63,32%		65,13%		64,13%		66,41%		67,16%	
Subventions d'exploitation	13 575 793 €	-12,6%	13 985 314 €	3,0%	13 058 001 €	-6,6%	12 502 317 €	-4,3%	12 085 801 €	-3,3%
dont participation des membres	9 025 000 €		9 000 000 €		8 000 000 €		8 000 000 €		8 000 000 €	
Part dans les RF	17,51%		18,02%		17,46%		15,92%		15,12%	
Autres produits de gestion courante	14 585 340 €	3,3%	12 903 806 €	-11,5%	13 629 286 €	5,6%	13 094 387 €	-3,9%	13 953 825 €	6,6%
Part dans les RF	18,82%		16,63%		18,23%		16,67%		17,45%	
Produits financiers	125 123 €	0,0%	125 123 €	0,0%	125 123 €	0,0%	125 123 €	0,0%	123 123 €	-1,6%
Part dans les RF	0,15%		0,15%		0,17%		0,16%		0,15%	
Produits exceptionnels	147 720 €	-96,0%	48 847 €	-66,9%	9 291 €	-81,0%	655 711 €	6957,6%	91 130 €	-86,1%



### L'étude des recettes d'exploitation amène les constats suivants :

- Les **recettes du SIMOUV** sont essentiellement constituées du versement mobilité (taux maximum de 2%) et des participations des membres ;

- **Le versement mobilité représente ainsi plus de 66% des recettes** du SIMOUV ;

- **Le maintien** de la participation des membres à 8 millions € compte tenu de l'amélioration de l'autofinancement ;

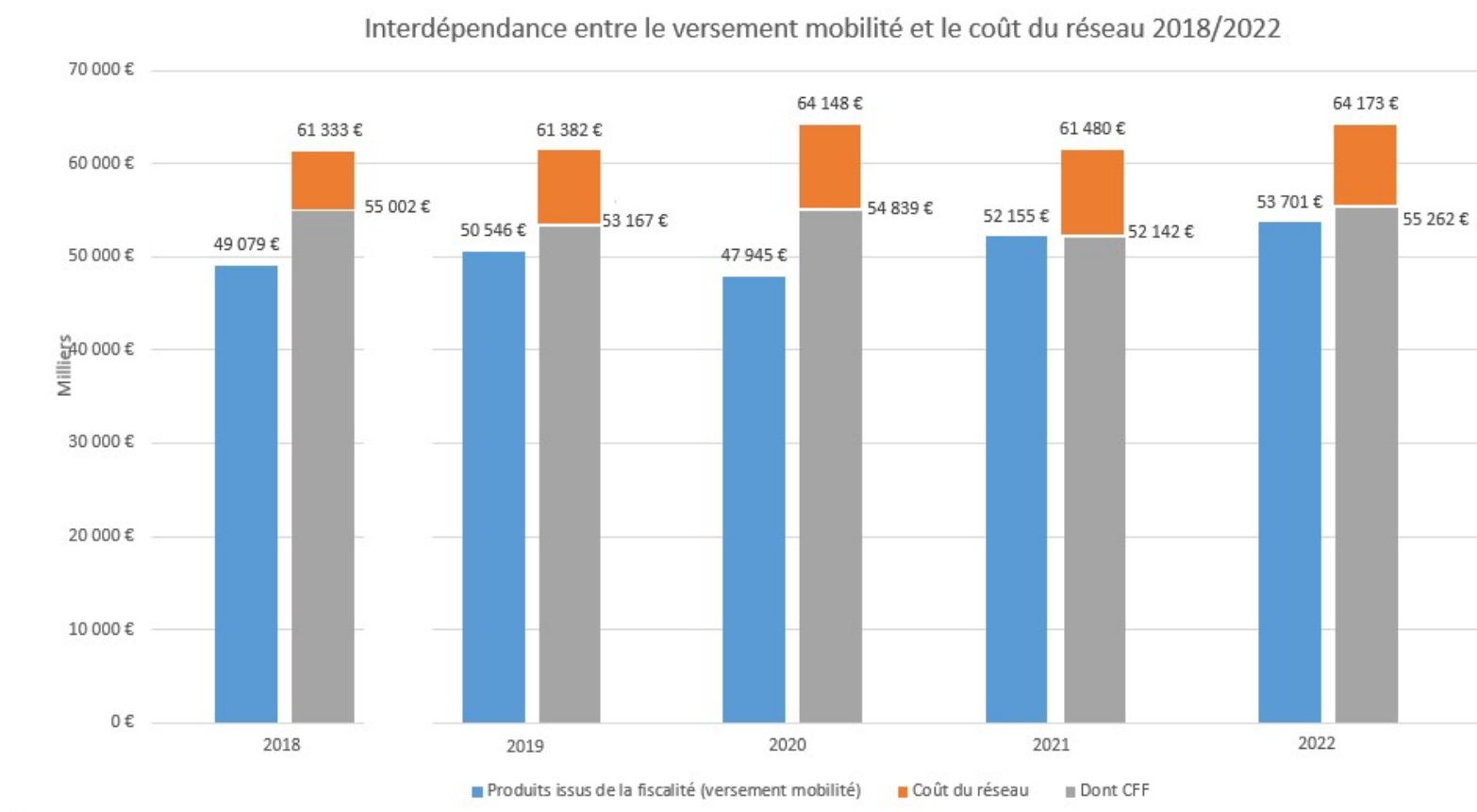
- => **Les recettes d'exploitation, telles qu'elles sont structurées, sont relativement rigides et dépendent, pour leur plus grosse part, de facteurs instables et sur lesquels le SIMOUV n'a aucune prise** (liées à l'activité économique sur le territoire des deux Communautés d'agglomération membres).

**=> Dans ce contexte, les participations des Communautés d'Agglomérations et la tarification pratiquées restent les seuls leviers possibles pour dynamiser les recettes.**

## FOCUS SUR L'INTERDEPENDANCE ENTRE LE VERSEMENT MOBILITE ET LES CONTRIBUTIONS AU DELEGATAIRE

L'étude des dépenses et recettes d'exploitation permet de mettre en lumière un **phénomène très structurant du budget du SIMOUV** : la recette principale (*versement mobilité*) sert à financer la **dépense la plus importante** (*contributions au délégataire*).

Ce constat est parfaitement illustré au travers du graphique suivant :



## **CONCLUSION**

L'amélioration des finances du Syndicat constatée depuis l'année 2016 ne doit pas occulter la fragilité de la principale recette de fonctionnement, à savoir le versement mobilité.

La situation sanitaire exceptionnelle de l'année 2020 rappelle en ce sens cette fragilité et doit permettre au SIMOUV de définir d'autres leviers.

Par ailleurs, le contexte économique actuel conduit à une augmentation importante du coût des matières premières, ayant dès lors des effets majeurs sur l'indexation à venir de la convention de délégation de service public du 11 juillet 2022.

Un suivi mensuel des différents indices de ce nouveau contrat sera ainsi mis en œuvre afin d'anticiper les impacts financiers et budgétaires de ces évolutions.





**Prospective du Versement Mobilité**  
**2023-2024**



12 rue des fossés du Château

14000 CAEN

Tél : 02.31.43.77.11

[www.dgconseil.pro](http://www.dgconseil.pro)

Janvier 2023

## Table des matières

<b>1</b>	<b>MONTANT DU VM DE 2021 .....</b>	<b>3</b>
1.1	Montant du VM 2021 sans prise en compte des éléments exceptionnels.....	3
1.2	Éléments exceptionnels de 2021 à prendre en compte .....	3
1.3	Montant du VM 2021 après correction des éléments exceptionnels .....	4
<b>2</b>	<b>MONTANT DU VM DE 2022 .....</b>	<b>5</b>
2.1	Montant du VM 2022 sans prise en compte des éléments exceptionnels.....	5
2.2	Éléments exceptionnels de 2022 à prendre en compte .....	5
2.3	Montant du VM 2022 après correction des éléments exceptionnels .....	7
<b>3</b>	<b>EVOLUTION DU VM 2021 / 2022 .....</b>	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>HYPOTHESES DE TENDANCES POUR LES ANNEES SUIVANTES.....</b>	<b>8</b>
<b>5</b>	<b>PROSPECTIVE VM 2023 A 2024 .....</b>	<b>8</b>

# Prospective de l'évolution du Versement Mobilité de SIMOUV

## 1 MONTANT DU VM DE 2021

### 1.1 Montant du VM 2021 sans prise en compte des éléments exceptionnels

Le SIMOUV a perçu 52 357 k€ de VM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2021 :

P503	en k€
janv-21	3 363K€
févr-21	4 061K€
mars-21	5 019K€
avr-21	4 685K€
mai-21	4 855K€
juin-21	4 097K€
juil-21	3 763K€
août-21	4 550K€
sept-21	5 275K€
oct-21	4 804K€
nov-21	3 544K€
déc-21	4 342K€
<b>TOTAL</b>	<b>52 357K€</b>

### 1.2 Eléments exceptionnels de 2021 à prendre en compte

#### 1.2.1 Compensation de l'Etat

Le montant de VM 2021 inclut la compensation par l'Etat du réhaussement du seuil d'assujettissement au Versement Mobilité, qui était passé de « **plus de 9** » à « **au moins 11** » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 (article 15 de la loi n° 2015-1785 du 29/12/2015 de finances pour 2016).

Suite à l'arrêté du 17 septembre 2021 fixant les ratios et montants de compensation attribués à chaque autorité organisatrice de mobilité pour l'année 2020, la compensation de l'Etat concernant le SIMOUV versée en octobre 2021 a été d'un montant de 192 277 € pour les URSSAF et de 10 458 € pour les MSA<sup>1</sup>.

La présente analyse ayant pour objet d'évaluer le dynamisme des bases du VM d'une année sur l'autre (la masse salariale versée par les entreprises assujetties du ressort territorial), ces montants de compensation doivent être neutralisés du produit du VM pour évaluer l'évolution passées des bases (masse salariale des employeurs assujettis) et dégager une prospective.

<sup>1</sup> Caisses de Mutualité Sociale Agricole, autres collecteurs du Versement Mobilité avec les URSSAF

## 1.2.2 VM des MSA

Le VM 2021 comprend du VM en provenance des MSA au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 et il ne prend pas en compte le VM des MSA du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021. Il y a également des régularisations en provenance des MSA :

- En provenance de la MSA Nord Pas de Calais : 3 460 € en novembre 2021 au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020
- En provenance de la MSA Marne Ardenne Meuse : 587 € en juillet 2021 au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre 2017
- En provenance de la MSA Ile de France : 738 € en juillet 2021 au titre du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018/, 4<sup>ème</sup> trimestre 2018 et 4<sup>ème</sup> trimestre 2020
- En provenance de la CANSSM : 41 943 € en mars 2021 au titre de l'année 2020

Nous avons donc retraité le VM des MSA en conséquence.

## 1.2.3 VM des URSSAF

A partir des EP28 débits (VM dû par les entreprises auprès de chaque URSSAF) des mois de janvier à décembre 2021 et des fichiers SARA.REVERSEMENT (VM payé par chaque URSSAF) des mois de janvier 2021 à février 2022, nous avons réalisé un tableau de suivi des encaissements par organisme collecteur (cf. annexe 1).

Nous n'avons pas détecté de régularisation significative en provenance des URSSAF (hormis des décalages d'encaissement d'un mois sur l'autre, liées au système d'acompte / régularisation mensuels, mais qui sont sans incidence sur le niveau annuel du VM).

## 1.3 Montant du VM 2021 après correction des éléments exceptionnels

Hors éléments exceptionnels (régularisations MSA et hors compensation de l'Etat), le montant du VM 2021 est de 52 112 k€, niveau représentatif de la base des cotisations (salaries bruts chez les employeurs d'au moins 11 salariés x taux).

P503	en k€
janv-21	3 363K€
févr-21	3 970K€
mars-21	5 072K€
avr-21	4 685K€
mai-21	4 758K€
juin-21	4 181K€
juil-21	3 762K€
août-21	4 467K€
sept-21	5 371K€
oct-21	4 521K€
nov-21	3 532K€
déc-21	4 430K€
<b>TOTAL</b>	<b>52 112K€</b>

## 2 MONTANT DU VM DE 2022

### 2.1 Montant du VM 2022 sans prise en compte des éléments exceptionnels

Le SIMOUV a perçu 53 897 k€ de VM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2022 :

P503	en k€
janv-22	4 999K€
févr-22	4 681K€
mars-22	4 164K€
avr-22	3 824K€
mai-22	4 579K€
juin-22	4 137K€
juil-22	4 239K€
août-22	4 831K€
sept-22	4 369K€
oct-22	4 043K€
nov-22	4 285K€
déc-22	5 747K€
<b>TOTAL</b>	<b>53 897K€</b>

### 2.2 Eléments exceptionnels de 2022 à prendre en compte

#### 2.2.1 Avance remboursable

Le SIMOUV a perçu une avance remboursable de 50% du VM mensuel moyen (soit 2 191 k€) en janvier 2022, du fait de la transition entre les anciennes modalités de reversement par l'ACOSS (un acompte de 75 % + une régularisation 2 mois plus tard) et les nouvelles modalités (100 % du versement du VM en m+1). Cela a permis finalement aux autorités organisatrices d'encaisser un mois « normal » en janvier avec les versements suivants :

- la régularisation de novembre (égale à environ 25 % des encaissements d'un mois),
- l'avance remboursable représentant 50% d'un mois normal,
- la régularisation de décembre (égale à environ 25 % des encaissements d'un mois).

L'encaissement de janvier reçu par le SIMOUV, bien que calculé différemment des mois précédents, est donc représentatif des encaissements mensuels normaux, leur prise en compte dans les montants de 2022 ne fausse donc pas l'avis sur l'évolution des encaissements.

Corollaire de cette avance remboursable versée en janvier, les encaissements mensuels à compter de mars se voient amputés du remboursement de l'avance : elle est en effet remboursée par dixièmes entre mars et décembre.

Si les encaissements de janvier et février bien correspondu à ceux de mois normaux, les mois de mars à décembre sont donc anormalement faibles, puisque chacun est réduit de 10 % d'un demi-mois, soit environ 5 % d'un mois normal.

Les encaissements de 2022 sont en réalité plus faibles que ce qu'ils auraient dû être sans cette transition (au final, les AOM auront reçu, en 2022, 11,5 mois de VM), mais dans l'exercice d'évaluation de la tendance à moyen terme (qui nécessite de s'intéresser à la tendance des bases, c'est-à-dire de la masse salariale assujettie), il est nécessaire de reconstituer ce qu'auraient été les encaissements si des modifications des modalités de versements ne biaisaient pas les niveaux des sommes encaissées par le SIMOUV.

## 2.2.2 Compensation de l'Etat

Le montant de VM 2022 inclut toujours la compensation par l'Etat du réhaussement du seuil d'assujettissement au Versement Mobilité, qui était passé de « **plus de 9** » à « **au moins 11** » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 (art. 15 de la loi n° 2015-1785 du 29/12/2015 de finances pour 2016).

Suite à l'arrêté du 13 décembre 2022 fixant les ratios et montants de compensation attribués à chaque autorité organisatrice de mobilité pour l'année 2021, la compensation de l'Etat concernant le SIMOUV versée en décembre 2022 a été d'un montant de 192 325 € pour les URSSAF et de 10 458 € pour les MSA<sup>2</sup>.

La présente analyse ayant pour objet d'évaluer le dynamisme des bases du VM d'une année sur l'autre (la masse salariale versée par les entreprises du ressort territorial), ces montants de compensation doivent être neutralisés du produit du VM pour évaluer l'évolution passées des bases (masse salariale des employeurs assujettis) et dégager une prospective.

## 2.2.3 VM des MSA

Le VM 2022 comprend du VM en provenance des MSA au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et il ne prend pas en compte le VM des MSA du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Nous avons donc retraité le VM des MSA du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et estimé le VM du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022.

## 2.2.4 VM des URSSAF

A partir des EP28 débits des mois de janvier à décembre 2022 (VM dû par les entreprises auprès de chaque URSSAF) et des notifications comptables des mois de janvier à décembre 2022 (VM payé par chaque URSSAF), nous avons réalisé un tableau de suivi des encaissements par organisme collecteur (cf. annexe 2).

Nous n'avons pas détecté de régularisation significative en provenance des URSSAF.

## 2.2.5 Créances antérieures au 31/12/2021

Conformément aux dispositions d'entrée en vigueur de la réforme, fixées par l'article 12 de la LFSS pour 2022, il était prévu que l'Urssaf Caisse nationale assure, au bénéfice des attributaires concernés, le règlement des créances détenues par les Urssaf sur les employeurs au titre des recettes qui sont affectées, telles que constatées à la date de mise en œuvre de la réforme. Ce règlement a été effectué sur la base de la valeur estimée recouvrable des créances, qui correspond à leur valeur nette comptable au 31 décembre 2021.

---

<sup>2</sup> Caisses de Mutualité Sociale Agricole, autres collecteurs du Versement Mobilité avec les URSSAF

En application de ces dispositions, le montant de la valeur estimée recouvrable de ces créances pour le SIMOUV s'établit à 1 096 827 €.

### 2.3 Montant du VM 2022 après correction des éléments exceptionnels

Hors éléments exceptionnels (avance remboursable, compensation de l'Etat, régularisation MSA et créances antérieures), le montant du VM 2022 est de 54 765 k€.

P503	en k€
janv-22	4 915K€
févr-22	4 680K€
mars-22	4 515K€
avr-22	4 024K€
mai-22	4 677K€
juin-22	4 443K€
juil-22	4 379K€
août-22	5 030K€
sept-22	4 676K€
oct-22	4 262K€
nov-22	4 422K€
déc-22	4 743K€
<b>TOTAL</b>	<b>54 765K€</b>

## 3 EVOLUTION DU VM 2021 / 2022

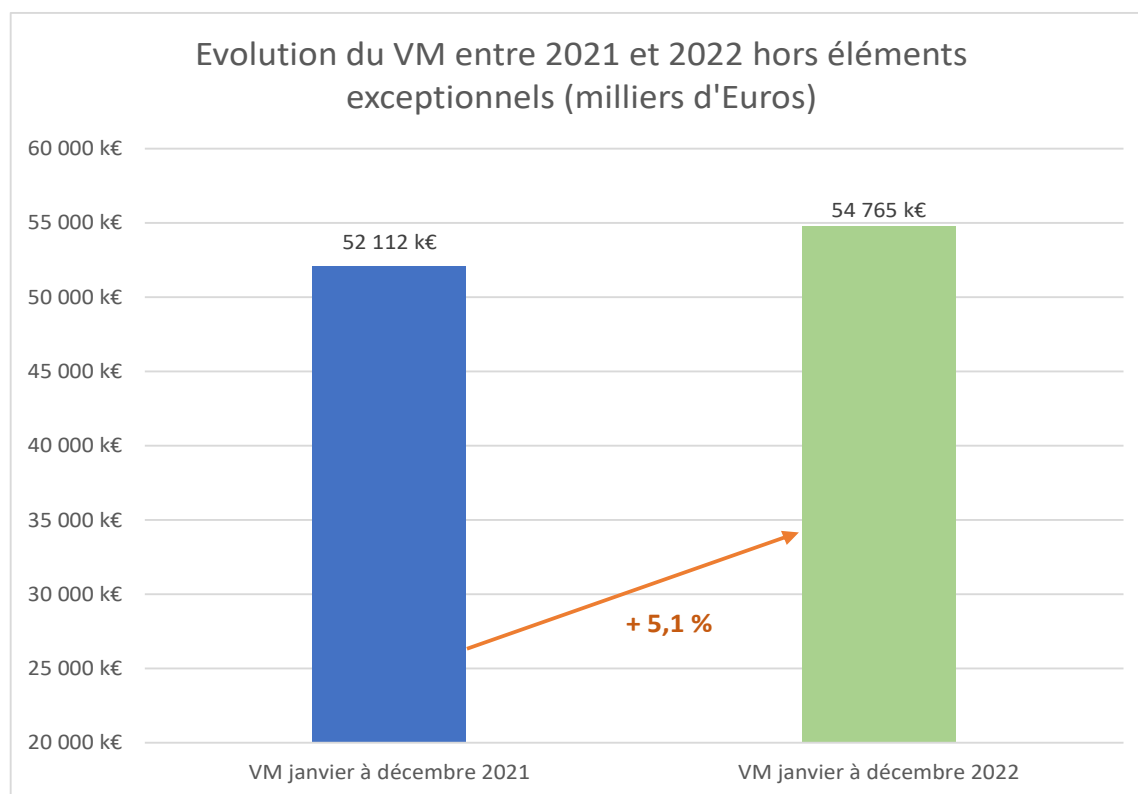


Figure 1 : Graphique d'évolution du VM entre 2021 / 2022 hors éléments exceptionnels

## 4 HYPOTHESES DE TENDANCES POUR LES ANNEES SUIVANTES

Historiquement, les bases du versement mobilité ont eu tendance à s'apprécier plus vite que l'inflation, de l'ordre de « inflation + 1 % ». Malgré le dynamisme des bases constatées sur un certain nombre d'AOM en 2022, il nous semble trop tôt pour projeter un rythme d'évolution annuel à nouveau supérieur à l'inflation dans le contexte d'inflation actuel ; il n'est en effet pas exclu que les salaires décrochent de l'inflation en 2023 et que la masse salariale assujettie évolue de ce fait à un rythme proche de l'inflation, voire inférieur à l'inflation si les tensions actuelles sur les prix de l'énergie et le niveaux de salaires s'accompagnaient d'une récession.

Nous suggérons pour 2023 de considérer que les bases évolueront comme l'inflation projetée – 2% (risques de récession économique, remontée du taux de chômage, difficultés d'un certain nombre d'employeurs à augmenter les salaires aussi rapidement que l'inflation) et, pour 2024, de considérer que les bases évolueront simplement comme l'inflation.

Les dernières données (décembre 2022) de la Banque de France sont les suivantes :

### POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

(croissance annuelle en %)	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel	1,9	- 7,9	6,8	2,6	0,3	1,2
IPCH	1,3	0,5	2,1	6,0	6,0	2,5
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,5	4,0	2,8

Données corrigées des jours ouvrables. Projections réalisées sous des hypothèses techniques établies au 23 novembre 2022.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

## 5 PROSPECTIVE VM 2023 A 2024

Un phénomène viendra faire augmenter significativement le produit du VM en 2023 (hormis l'inflation et la hausse de la masse salariale conséquente) : l'arrêt du remboursement de l'avance remboursable versée en janvier 2022 suite au changement de régime de reversement par les URSSAF (passage d'un système avec acompte, jusqu'en décembre 2021, à un système sans acompte à compter de janvier 2022, l'année de transition (2022 s'étant traduite par une amputation exceptionnelle de 0,5 mois de VM)).

A l'inverse, en 2023 comme pour les années suivantes, le SIMOUV ne percevra pas la compensation des créances antérieures au 01/01/2022, soit 1 096 827 k€.

Nous avons donc retraité les VM 2023 et suivants en conséquence.

Les prévisions de VM ainsi que la prévision de compensation de l'Etat sont repris ci-dessous :



<i>Réellement encaissé hors compensation</i>		<i>ajout de l'avance remb. payé en 2022 retrait de la comp. créances ant. à 2022 + 4% (inflation - 2 pts)  + 2,5% (inflation)</i>	<i>Compensation de l'Etat</i>	<i>Total incluant compensation</i>
<b>VM 2022</b>	<b>53,69 M€</b>		<b>0,20 M€</b>	<b>53,90 M€</b>
<i>Estimation Hors compensation</i>			<i>Compensation de l'Etat</i>	<i>Total incluant compensation</i>
<b>VM 2023</b>	<b>56,96 M€</b>	<b>0,21 M€</b>	<b>57,17 M€</b>	
<b>VM 2024</b>	<b>58,38 M€</b>	<b>0,22 M€</b>	<b>58,60 M€</b>	

Ci Figure 2 : Projection pluriannuelle 2022-2024 du produit du VM du SIMOUV

## Annexe 1

### Tableau de suivi des encaissements du VM Année 2021

**TABLEAU DE SUIVI du VM - URSSAF**

SIMOUV	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	1er Trim 21			2e Trim 21			3e Trim 21			4e Trim 21		
<a href="#">URSSAF Alsace</a>  Bas Rhin et Haut Rhin	45 823	49 117	49 731	48 423	45 725	45 518	48 324	50 747	50 116	50 604	48 599	66 039
	45 698	48 963	49 716	48 381	45 721	45 123	48 360	50 190	50 115	51 179	48 599	61 221
	29 693	81 562	45 496	40 393	52 729	47 945	42 725	42 679	50 338	53 991	51 432	51 921
	-125	-154	-15	-42	-4	-395	36	-557	0	576	0	-4 818
		<b>144 377</b>			<b>139 226</b>			<b>148 665</b>			<b>160 999</b>	
<a href="#">URSSAF Aquitaine</a>  Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées Atlantiques	38 083	29 059	27 290	28 531	21 097	25 350	28 092	28 186	29 993	28 238	36 213	29 712
	35 366	35 407	32 933	26 816	23 131	27 421	27 267	28 210	29 982	30 409	35 477	30 112
	10 073	19 400	44 998	43 824	31 108	20 372	15 780	27 876	30 369	28 802	32 017	32 057
	-2 718	6 348	5 643	-1 715	2 035	2 071	-825	24	-11	2 171	-736	400
		<b>103 706</b>			<b>77 368</b>			<b>85 459</b>			<b>95 998</b>	
<a href="#">URSSAF Auvergne</a>  Allier, Cantal, Haute Loire et Puy de Dôme	1 428	1 453	1 458	1 546	1 397	1 419	1 449	1 457	1 382	1 340	1 284	1 327
	1 550	1 453	1 460	1 546	1 397	1 419	1 508	2 274	1 382	1 340	1 284	1 327
	-3 711	1 623	1 377	1 446	1 393	1 616	1 349	1 323	1 592	2 915	1 287	641
	122	0	2	0	0	0	59	816	0	0	0	0
		<b>4 463</b>			<b>4 362</b>			<b>5 164</b>			<b>3 951</b>	
<a href="#">URSSAF Basse Normandie</a>  Calvados, Manche et Orne	2 611	1 896	1 572	1 666	1 011	1 142	1 570	1 362	1 184	1 063	1 135	1 101
	3 346	1 896	4 472	1 666	1 011	1 142	1 570	1 362	1 184	1 063	1 135	1 101
	2 905	869	3 874	2 007	5 316	1 494	-1 585	750	1 990	1 527	894	839
	736	0	2 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>9 714</b>			<b>3 819</b>			<b>4 116</b>			<b>3 299</b>	
<a href="#">URSSAF Bretagne</a>  Côtes-d'Armor, Finistère, Ile et Vilaine et Morbihan	2 032	1 194	1 189	1 110	1 201	1 520	1 560	1 192	1 181	1 194	1 148	10 460
	2 032	1 185	1 185	1 104	1 172	1 522	1 560	1 192	1 181	1 194	1 142	-851
	-58	1 653	2 813	1 000	550	1 043	1 163	1 835	1 851	945	897	1 195
	0	-9	-4	-6	-29	2	0	0	0	0	-6	-11 312
		<b>4 402</b>			<b>3 798</b>			<b>3 933</b>			<b>1 485</b>	
<a href="#">URSSAF Centre</a>  <a href="#">Eure et Loir</a> , <a href="#">Loiret</a> , <a href="#">Loir et Cher</a> , <a href="#">Cher</a> , <a href="#">Indre et Loire</a> , <a href="#">Indre</a>	22 431	12 312	10 609	15 630	11 238	11 389	14 748	11 630	12 119	11 571	11 462	14 958
	22 431	12 311	10 484	15 753	4 432	18 192	16 415	11 630	5 489	18 473	11 460	14 958
	21 924	16 089	26 258	13 187	1 524	18 335	-107	20 022	25 402	6 708	-2 706	23 606
	0	-1	-125	123	-6 806	6 803	1 667	0	-6 630	6 902	-2	0
		<b>45 226</b>			<b>38 377</b>			<b>33 533</b>			<b>44 892</b>	
<a href="#">URSSAF Champagne-Ardenne</a>  Ardennes, Aube, Haute-marne et Marne	39 464	23 370	22 144	25 545	24 508	24 423	31 644	24 212	23 117	25 286	26 935	31 995
	40 228	23 646	37 173	25 761	25 273	24 421	31 702	24 210	23 116	25 292	26 932	31 994
	15 420	6 524	52 531	30 027	34 881	27 347	16 348	23 417	36 524	24 052	16 676	26 102
	763	276	15 028	216	764	-2	57	-2	-2	6	-3	-1
		<b>101 046</b>			<b>75 455</b>			<b>79 028</b>			<b>84 217</b>	
<a href="#">URSSAF Haute Normandie</a>  Seine Maritime et Eure	7 244	6 658	6 073	6 973	6 232	6 224	6 874	6 938	6 826	6 617	6 973	7 452
	4 691	6 648	4 997	9 621	7 725	6 218	6 817	6 927	6 792	6 614	6 968	7 452
	4 521	5 183	4 593	7 785	5 226	11 850	9 771	3 666	6 136	7 459	6 774	6 379
	-2 553	-10	-1 076	2 648	1 493	-6	-56	-11	-34	-3	-5	0
		<b>16 335</b>			<b>23 564</b>			<b>20 537</b>			<b>21 034</b>	
<a href="#">URSSAF Ile de France</a>  <a href="#">Seine et Marne et Paris région Parisienne</a>	723 207	537 964	526 291	556 457	545 932	551 223	755 448	559 999	532 288	542 248	534 588	667 338
	492 649	520 070	962 353	577 483	556 241	562 547	679 891	641 131	531 674	548 786	533 536	668 864
	451 702	158 669	459 844	662 079	1 314 631	620 542	251 657	551 345	772 629	700 070	420 512	479 527
	-230 558	-17 894	436 062	21 026	10 309	11 324	-75 556	81 132	-614	6 538	-1 053	1 526
		<b>1 975 073</b>			<b>1 696 271</b>			<b>1 852 697</b>			<b>1 751 186</b>	
<a href="#">URSSAF Languedoc-Roussillon</a>  Aude, Gard, Hérault et Pyrénées Orientales	615	613	563	485	228	553	416	446	385	558	371	443
	588	613	583	486	228	553	416	446	384	558	371	443
	395	2 379	692	-110	579	391	-39	604	557	366	360	642
	-27	0	20	1	0	0	0	0	-1	0	0	0
		<b>1 784</b>			<b>1 267</b>			<b>1 246</b>			<b>1 372</b>	
<a href="#">URSSAF Lorraine</a>  Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et Vosges	23 399	14 405	12 985	14 127	10 358	15 195	14 454	13 726	13 212	14 258	14 019	18 140
	23 436	14 007	13 509	14 050	10 443	15 807	14 359	13 636	13 208	14 224	13 948	18 140
	18 244	19 191	27 117	9 959	6 064	14 082	8 143	17 125	17 296	12 008	12 344	14 665
	37	-398	524	-77	84	613	-95	-90	-4	-34	-72	0
		<b>50 952</b>			<b>40 299</b>			<b>41 203</b>			<b>46 311</b>	

TABLEAU DE SUIVI du VM - URSSAF

SIMOUV	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	1er Trim 21			2e Trim 21			3e Trim 21			4e Trim 21		
<u>URSSAF Midi Pyrénées</u>	62 204	26 009	89 788	68 053	73 028	61 009	80 786	59 680	59 068	59 333	59 811	76 130
Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn et Tarn et Garonne	64 300	31 760	97 908	68 067	73 029	61 190	77 823	62 455	58 951	59 385	60 016	75 902
	68 423	79 259	62 456	1 210	123 114	95 298	54 370	56 032	81 418	63 403	44 796	57 083
	2 096	5 751	8 120	15	1	181	-2 963	2 774	-118	52	205	-229
		193 968			202 286			199 228			195 303	
<u>URSSAF Nord Pas de Calais</u>	3 531 554	3 333 145	3 231 824	3 283 395	3 183 746	3 287 405	3 681 993	3 389 169	3 229 033	3 476 287	2 892 265	4 228 689
	3 546 758	3 522 335	3 243 515	3 222 416	3 198 331	3 401 941	3 682 878	3 386 936	3 172 236	3 420 978	2 935 815	4 064 199
Arras-Calais-Douai et Nord	2 571 409	3 390 940	3 993 571	3 682 072	3 016 083	2 997 478	3 164 443	3 536 585	4 046 288	3 375 682	2 789 254	3 446 510
	15 204	189 190	11 691	-60 979	14 585	114 536	885	-2 233	-56 797	-55 308	43 550	-164 491
		10 312 608			9 822 689			10 242 050			10 420 992	
<u>URSSAF Pays de la Loire</u>	8 459	7 956	8 000	8 122	7 542	8 161	9 414	8 255	8 144	7 906	7 905	8 902
Loire Atlantique, Maine et Loire, Vendée, Sarthe et Mayenne	8 669	7 956	8 000	7 813	7 271	8 161	9 591	8 432	8 144	8 122	7 913	8 884
	2 592	5 108	11 126	8 932	7 498	7 706	6 723	8 421	11 332	8 635	7 058	7 890
	211	0	0	-309	-271	0	177	177	0	216	8	-18
		24 625			23 244			26 167			24 919	
<u>URSSAF Picardie</u>	4 483	3 908	3 631	3 118	2 714	3 439	4 790	4 547	3 387	3 793	8 518	3 653
	6 150	4 178	3 631	2 633	2 053	4 585	4 790	4 546	3 387	3 793	8 509	3 661
URSSAF Aisne, Oise et Somme	2 030	-396	8 599	5 771	1 742	1 475	870	6 048	6 842	4 517	2 335	3 228
	1 667	270	0	-484	-660	1 145	0	-1	0	0	-9	8
		13 959			9 271			12 722			15 963	
<u>URSSAF Poitou Charentes</u>	0	3 889	4 305	4 759	4 842	5 123	5 189	4 713	3 739	10 718	5 714	5 973
	0	3 888	4 305	4 758	4 841	5 122	5 121	4 711	3 737	10 742	5 743	5 960
Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne	0	0	0	6 804	7 533	5 411	5 244	5 395	5 331	4 403	2 699	15 266
	0	-1	0	-1	-1	-1	-67	-2	-2	25	29	-13
		8 192			14 721			13 570			22 445	
<u>URSSAF Provence Alpes Côte d'Azur</u>	60 620	53 403	52 399	57 300	55 633	56 555	55 913	50 817	52 451	52 951	56 493	61 447
	61 494	52 772	52 787	56 370	51 186	56 756	52 821	54 188	47 863	49 684	56 045	58 518
Alpes Maritimes, Alpes de Hte Provence, Vaucluse, Htes Alpes, Var et Bouches du Rhône	49 766	62 520	70 173	48 271	46 249	59 068	49 986	57 046	54 047	52 262	44 144	46 306
	874	-631	388	-931	-4 447	201	-3 092	3 371	-4 589	-3 267	-449	-2 930
		167 053			164 312			154 871			164 247	
<u>URSSAF Rhône Alpes</u>	139 857	121 317	117 625	139 721	126 852	120 856	123 837	151 317	109 850	120 205	121 949	137 247
	139 153	121 846	117 851	139 729	127 412	120 879	123 927	150 614	110 638	131 852	121 034	135 631
Loire, Rhône, Ain, Haute Savoie, Ardèche, Drôme, Isère et Savoie	117 825	119 268	157 568	120 630	101 875	153 140	134 583	106 742	121 314	172 915	100 670	117 781
	-704	530	226	8	560	23	90	-703	787	11 647	-914	-1 616
		378 851			388 020			385 179			388 517	
<b>TOTAL des débits constatés par URSSAF</b>	<b>4 713 665</b>	<b>4 227 823</b>	<b>4 167 627</b>	<b>4 265 148</b>	<b>4 123 425</b>	<b>4 226 657</b>	<b>4 866 667</b>	<b>4 368 558</b>	<b>4 137 631</b>	<b>4 414 332</b>	<b>3 835 519</b>	<b>5 371 139</b>
<b>TOTAL versement par les entreprises (liste des crédits)</b>	<b>4 498 692</b>	<b>4 411 087</b>	<b>4 647 011</b>	<b>4 224 642</b>	<b>4 141 037</b>	<b>4 363 153</b>	<b>4 786 983</b>	<b>4 453 253</b>	<b>4 069 616</b>	<b>4 383 852</b>	<b>3 876 062</b>	<b>5 187 645</b>
<b>TOTAL encaissements mensuels par le SIMOUV (ACOSS)</b>	<b>3 363 332</b>	<b>3 969 968</b>	<b>4 973 152</b>	<b>4 685 436</b>	<b>4 758 242</b>	<b>4 084 808</b>	<b>3 761 556</b>	<b>4 467 037</b>	<b>5 271 443</b>	<b>4 520 828</b>	<b>3 531 590</b>	<b>4 331 801</b>
<b>Vérification montant sur P503</b>	<b>3 363 295</b>	<b>3 969 968</b>	<b>4 973 152</b>	<b>4 685 436</b>	<b>4 758 242</b>	<b>4 084 808</b>	<b>3 761 556</b>	<b>4 467 037</b>	<b>5 271 443</b>	<b>4 520 828</b>	<b>3 531 590</b>	<b>4 331 801</b>
<b>OK ?</b>	<b>Erreur</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>	<b>OK</b>
<b>Compensation ETAT</b>										192 277		
<b>TOTAL trimestriel réellement encaissé par le SIMOUV (P503)</b>		<b>12 306 452</b>			<b>13 528 486</b>			<b>13 500 036</b>			<b>12 576 497</b>	
<b>TOTAL encaissements mensuels par le SIMOUV</b>	<b>3 363 332</b>	<b>3 969 968</b>	<b>4 973 152</b>	<b>4 685 436</b>	<b>4 758 242</b>	<b>4 084 808</b>	<b>3 761 556</b>	<b>4 467 037</b>	<b>5 271 443</b>	<b>4 520 828</b>	<b>3 531 590</b>	<b>4 331 801</b>
<b>TOTAL cumulé</b>					<b>25 834 938</b>			<b>39 334 974</b>			<b>51 911 471</b>	

Les montants indiqués en rouge proviennent des EP28 débits envoyées par les URSSAF au SIMOUV.  
Les montants indiqués en noir (2e ligne) correspondent à l'acompte versé en M + la régularisation versée en M+2  
Les montants indiqués sur fond jaune (3e ligne) sont issus du listing des encaissements de l'ACOSS.  
Les montants indiqués en bleu correspondent à la différence entre la ligne rouge et la ligne noire  
Les montants indiqués en vert sont les sommes trimestrielles réellement encaissées par le SIMOUV.

Tableau de suivi des encaissements des MSA

SIMOUV	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
	1er Trim 21			2e Trim 21			3e Trim 21			4e Trim 21		
M.S.A. NPDC			92 796			80 899			80 330			79 959
		82 478			92 796			80 899		80 330	3 460	
	82 478			92 796			80 899			83 790		
M.S.A. Marne Ardenne Meuse			3 750			3 148			3 224			4 074
			3 759		3 750		587		3 148		3 224	
	3 759			3 750			3 735			3 224		
M.S.A. Ile de France			234			609			587			690
					234		738	609				588
	0			234			1 348			588		
M.S.A. Loire Atlantique Vendée			1 965			1 883			5 266			4 184
		8 606				1 965		1 883			5 266	
	8 606			1 965			1 883			5 266		
CANSSM												
			41 943			9 872						9 409
	41 943			9 872			0			9 409		
Reversements mensuels autres	0	91 084	45 703	0	96 780	11 838	1 325	83 391	3 148	80 330	11 950	9 997
Compensation Etat										10 458		
TOTAL encaissements mensuels par le SIMOUV (P503)	0	91 084	45 703	0	96 780	11 838	1 325	83 391	3 148	90 788	11 950	9 997
TOTAL trimestriel réellement encaissé par SIMOUV (P503)	136 786			108 618			87 864			112 734		
TOTAL cumulé				245 404			333 268			446 002		

## Annexe 2

### Tableau de suivi des encaissements du VM Année 2022

TABLEAU DE SUIVI du VM - URSSAF

SIMOUV	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	1er Trim 22			2e Trim 22			3e Trim 22			4e Trim 22		
<a href="#">URSSAF Alsace</a>	52 371	46 605	46 558	47 712	44 246	44 999	47 624	47 827	46 477	50 678	46 227	64 499
Bas Rhin et Haut Rhin	52 372	46 606	46 559	47 713	44 272	45 023	47 654	47 856	46 502	50 728	46 250	64 528
		145 538			137 009			142 012			161 506	
<a href="#">URSSAF Aquitaine</a>	36 292	26 736	29 720	34 573	32 940	31 111	33 689	30 775	31 743	32 281	30 297	31 214
Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées Atlantiques	36 293	26 737	29 721	34 574	32 941	31 112	33 690	30 776	31 743	32 282	30 297	31 214
		92 751			98 626			96 209			93 794	
<a href="#">URSSAF Auvergne</a>	1 873	1 849	1 626	1 926	1 109	867	6 632	1 576	1 539	1 707	2 827	1 656
Allier, Cantal, Haute Loire et Puy de Dôme	1 873	1 849	1 626	1 926	1 109	867	6 632	1 576	1 539	1 707	2 828	1 656
		5 348			3 902			9 748			6 190	
<a href="#">URSSAF Bretagne</a>	2 444	2 159	2 131	2 507	1 965	-1 743	2 260	2 124	2 227	1 851	2 120	2 056
Côtes-d'Armor, Finistère, Ile et Vilaine et Morbihan	2 444	2 159	2 132	2 507	1 965	-1 743	2 260	2 124	2 227	1 851	2 120	2 056
		6 735			2 729			6 610			6 027	
<a href="#">URSSAF Centre</a>	16 913	12 663	11 583	16 970	12 226	12 280	14 611	12 077	12 235	12 685	12 037	16 219
Eure et Loir, Loiret, Loir et Cher, Cher, Indre et Loire, Indre	16 914	12 663	11 583	16 970	12 226	12 280	14 612	12 077	12 236	12 685	12 038	16 220
		41 160			41 476			38 925			40 942	
<a href="#">URSSAF Champagne-Ardenne</a>	40 794	23 769	25 414	25 485	25 684	26 626	36 061	27 404	27 246	26 696	28 078	41 840
Ardennes, Aube, Haute-marne et Marne	40 795	23 770	25 415	25 485	25 684	26 627	36 062	27 405	27 246	26 697	28 079	41 841
		89 979			77 796			90 713			96 618	
<a href="#">URSSAF Ile de France</a>	627 313	499 011	510 641	565 364	500 623	510 621	688 777	529 137	505 536	500 225	522 689	646 917
Seine et Marne et Paris région Parisienne	627 337	499 023	510 654	565 276	499 538	509 863	688 184	529 185	505 544	499 646	522 703	645 873
		1 637 014			1 574 677			1 722 913			1 668 222	
<a href="#">URSSAF Languedoc-Roussillon</a>	446	569	584	523	570	556	726	698	657	782	725	776
Aude, Gard, Hérault et Pyrénées Orientales	447	569	584	523	570	556	726	698	657	782	725	776
		1 600			1 649			2 081			2 283	
<a href="#">URSSAF Lorraine</a>	13 508	18 946	18 360	18 179	18 129	20 127	20 269	19 400	20 531	22 147	20 387	23 486
Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et Vosges	13 508	18 947	18 360	18 180	18 129	20 127	20 270	19 401	20 531	22 148	20 388	23 486
		50 815			56 436			60 201			66 022	
<a href="#">URSSAF Midi Pyrénées</a>	60 443	57 748	59 974	62 140	70 956	58 046	77 117	58 373	58 131	58 365	62 408	79 249
Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn et Tarn et Garonne	60 445	57 749	59 976	62 142	70 958	58 047	77 119	58 375	58 132	58 367	62 409	79 251
		178 169			191 147			193 626			200 027	
<a href="#">URSSAF Nord Pas de Calais</a>	3 510 608	3 455 913	3 096 817	3 650 150	3 384 842	3 428 740	3 817 643	3 593 892	3 351 335	3 453 665	3 677 420	3 905 154
Arras-Calais-Douai et Nord	3 511 957	3 452 224	3 098 163	3 651 527	3 386 204	3 430 108	3 818 984	3 595 240	3 314 949	3 455 032	3 678 679	3 906 542
		10 062 344			10 467 840			10 729 173			11 040 252	
<a href="#">URSSAF Normandie</a>	10 911	39 675	40 606	39 380	44 854	37 293	59 084	38 881	39 192	39 870	37 707	39 990
Seine Maritime et Eure	10 911	39 676	40 607	39 381	44 855	37 294	59 086	38 882	39 193	39 871	37 708	39 991
		91 194			121 531			137 161			117 570	
<a href="#">URSSAF Pays de la Loire</a>	9 885	6 236	6 393	5 570	6 428	5 967	7 143	7 180	7 231	7 512	6 862	7 013
Loire Atlantique, Maine et Loire, Vendée, Sarthe et Mayenne	9 885	6 236	6 394	5 570	6 428	5 967	7 143	7 181	7 231	7 512	6 862	7 013
		22 515			17 965			21 555			21 388	
<a href="#">URSSAF Picardie</a>	3 833	3 465	3 433	3 383	3 182	3 667	3 983	4 583	4 573	4 030	5 854	1 008
URSSAF Aisne, Oise et Somme	3 833	3 465	3 433	3 383	3 182	3 667	3 983	4 583	4 573	4 030	5 854	1 008
		10 732			10 232			13 139			10 892	
<a href="#">URSSAF Poitou Charentes</a>	9 780	4 592	5 220	6 314	10 629	5 791	5 609	5 427	4 546	5 643	5 678	5 849
Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne	9 780	4 592	5 220	6 314	10 629	5 791	5 609	5 427	4 546	5 643	5 678	5 849
		19 593			22 734			15 583			17 170	
<a href="#">URSSAF Provence Alpes Côte d'Azur</a>	62 387	54 857	52 474	52 103	52 114	52 006	52 011	50 975	53 014	54 485	54 677	56 867
Alpes Maritimes, Alpes de Hte Provence, Vaucluse, Htes Alpes, Var et Bouches du Rhône	62 409	54 871	52 493	52 118	52 132	52 025	52 026	50 991	53 015	54 502	54 697	56 882
		169 774			156 274			156 032			166 080	
<a href="#">URSSAF Rhône Alpes</a>	219 100	127 222	110 687	143 643	141 404	141 463	155 674	153 496	132 018	148 421	135 414	162 747
Loire, Rhône, Ain, Haute Savoie, Ardèche, Drôme, Isère et Savoie	219 139	127 282	110 748	143 696	141 452	141 497	155 683	153 500	132 021	148 425	135 418	162 778
		457 169			426 646			441 205			446 620	
<b>TOTAL des débits constatés par URSSAF</b>	<b>4 679 055</b>	<b>4 382 016</b>	<b>4 022 222</b>	<b>4 675 920</b>	<b>4 351 899</b>	<b>4 378 416</b>	<b>5 028 911</b>	<b>4 583 826</b>	<b>4 298 230</b>	<b>4 421 051</b>	<b>4 651 408</b>	<b>5 086 541</b>
<b>TOTAL versement par les entreprises (notif. Montants dûs)</b>	<b>4 680 496</b>	<b>4 378 419</b>	<b>4 023 667</b>	<b>4 677 285</b>	<b>4 352 275</b>	<b>4 379 109</b>	<b>5 029 722</b>	<b>4 585 276</b>	<b>4 261 887</b>	<b>4 421 915</b>	<b>4 652 730</b>	<b>5 086 965</b>
<b>TOTAL net dû (avis de versement)</b>	<b>4 680 496</b>	<b>4 378 419</b>	<b>4 023 667</b>	<b>4 677 285</b>	<b>4 352 275</b>	<b>4 379 109</b>	<b>5 029 722</b>	<b>4 585 276</b>	<b>4 261 887</b>	<b>4 421 915</b>	<b>4 652 730</b>	<b>5 086 965</b>
<b>Reprise avance (avis de versement)</b>		<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>	<b>219 100</b>
<b>Total versé (net dû - reprise avance)</b>	<b>4 680 496</b>	<b>4 159 319</b>	<b>3 804 567</b>	<b>4 458 185</b>	<b>4 133 175</b>	<b>4 160 009</b>	<b>4 810 622</b>	<b>4 366 176</b>	<b>4 042 787</b>	<b>4 202 815</b>	<b>4 433 630</b>	<b>4 867 865</b>
Vérification montant sur P503	4 680 496	4 159 319	3 804 567	4 458 185	4 133 175	4 160 009	4 810 622	4 366 176	4 042 787	4 202 815	4 433 630	4 867 865
OK ?	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Compensation ETAT												
<b>TOTAL trimestriel réellement encaissé par le SIMOUV (P503)</b>		<b>13 082 582</b>			<b>13 408 668</b>			<b>13 876 886</b>			<b>14 161 610</b>	
<b>TOTAL cumulé</b>					<b>26 491 250</b>			<b>40 368 136</b>			<b>54 529 746</b>	

Les montants indiqués en rouge proviennent des EP28 débits envoyés par les URSSAF au SIMOUV.  
 Les montants indiqués en noir (2e ligne) correspondent aux montants figurant dans la notification des montants dûs  
 Les montants indiqués en vert sont les sommes trimestrielles réellement encaissées par le SIMOUV.

Tableau de suivi des encaissements des MSA

SIMOUV	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
	1er Trim 22			2e Trim 22			3e Trim 22			4e Trim 22		
M.S.A. NPDC			120 607			79 431			81 804			
	79 959				120 607		79 431				81 804	
	79 959			120 607			79 431			81 804		
M.S.A. Marne Ardenne Meuse			3 347									
	4 074							3 347				
	4 074			0			3 347			0		
M.S.A. Ile de France												
		618								643		
	618			0			0			643		
M.S.A. Loire Atlantique Vendée			3 384			2 769			3 354			
			4 184			3 384			2 769			3 354
	4 184			3 384			2 769			3 354		
CANSSM												
				19 534				16 815				10 624
	0			19 534			16 815			10 624		
Reversements mensuels autres	84 034	618	4 184	19 534	120 607	3 384	79 431	20 162	2 769	643	81 804	13 978
Compensation Etat												10 458
TOTAL encaissements mensuels par le SIMOUV (P503)	84 034	618	4 184	19 534	120 607	3 384	79 431	20 162	2 769	643	81 804	24 436
TOTAL trimestriel réellement encaissé par SIMOUV (P503)	88 836			143 525			102 363			106 883		
TOTAL cumulé				232 362			334 724			441 608		

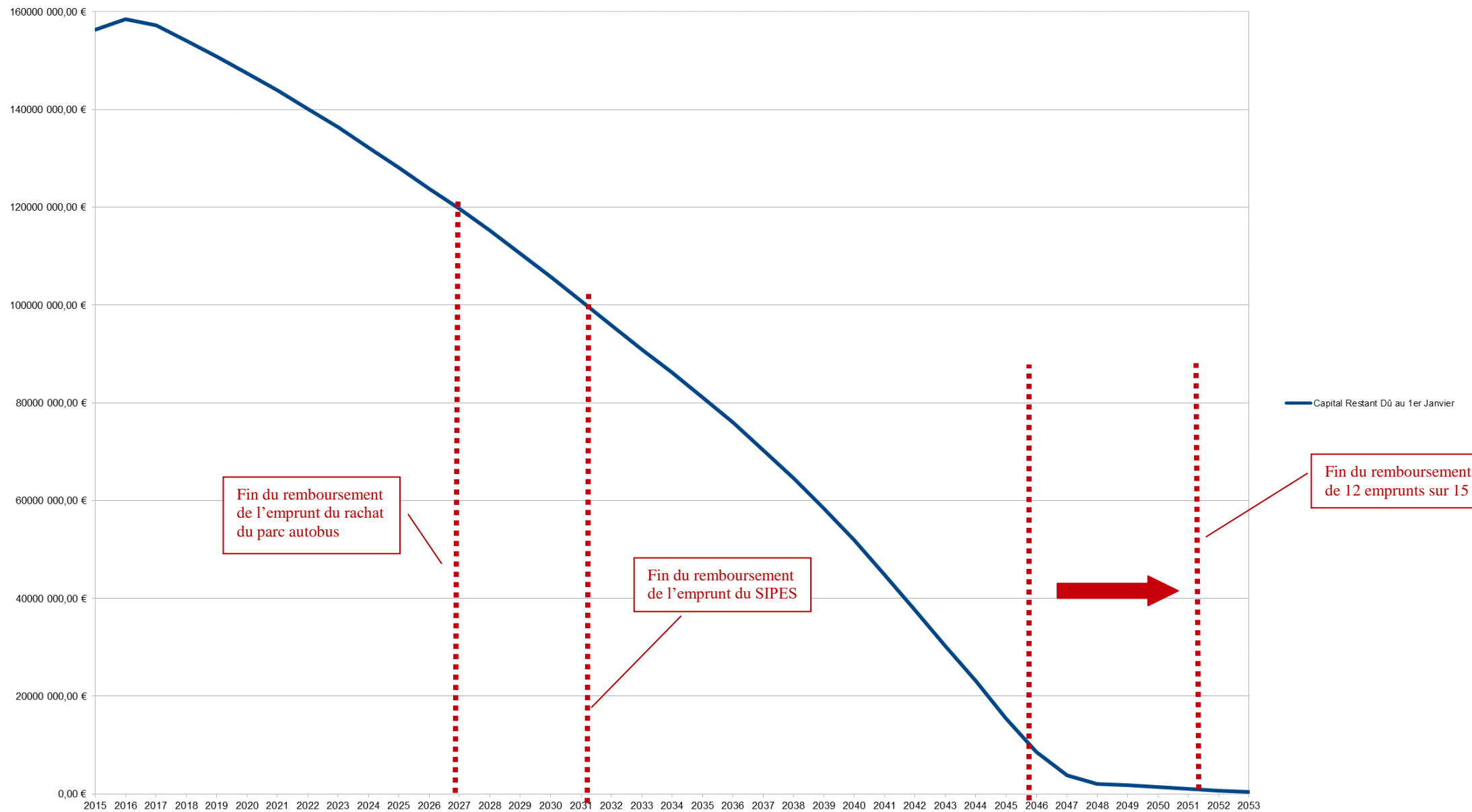


## Annexe 4 : Etat de la Dette au 1<sup>er</sup> janvier 2023

### PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la dette<sup>1</sup> du SIMOUV est composée de 17 emprunts contractés auprès de 7 établissements de crédit.

Le profil d'extinction du capital de la dette est le suivant :



<sup>1</sup> Hors crédit-bail portant sur le financement des neuf dernières rames de tramway (Cf infra).

Ainsi, à la lecture du graphique ci-dessus, il ressort une certaine **linéarité dans l'extinction de la dette**.

La fin du **remboursement de l'emprunt portant sur le financement partiel du rachat du parc autobus** survenant **en 2025 (4,2 millions d'€)** et du **SIPES** intervenant **en 2029 (1 millions d'€)** est **anecdotique** au vu du montant total des encours (136,32 millions d'€ au 1<sup>er</sup> janvier 2023) et conduit à rendre complexe la mobilisation de nouveaux emprunts à moyen terme (en dépit d'une amélioration importante de l'autofinancement depuis 2016).

La période **2042 – 2047** est celle qui **verra se terminer le plus d'emprunts**, s'expliquant **pour les motifs suivants** :

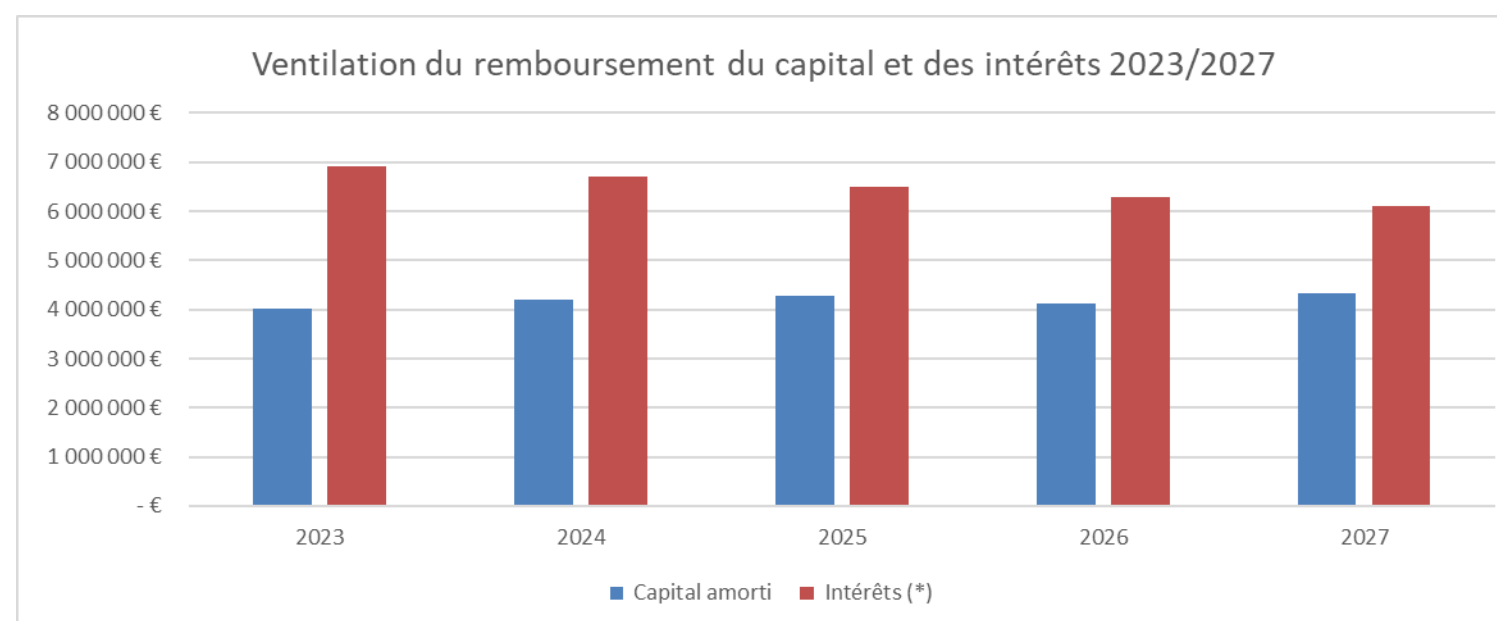
- **La dette actuelle** a été constituée de façon **relativement récente** et sur une période rapprochée (*entre 2004 et 2007*) pour financer les travaux de la première ligne de tramway ;
- **Un lissage visant à rallonger la durée d'amortissement** (*et ainsi alléger la charge annuelle de la dette*) a été opéré sur certains prêts.

A l'issue de cette période, seul un emprunt contracté en 2013 pour le financement de la seconde ligne de tramway auprès de la Caisse des Dépôts restera à rembourser à horizon 2053 (10.60M€ restants à rembourser au 1<sup>er</sup> janvier 2023).

**=> Le SIMOUV ne connaissant pas de sorties d'emprunts avant la période 2042 – 2047, il paraît très difficile de mobiliser de nouveaux prêts pour des montants élevés sur la période à venir. Une telle décision aurait pour effet immédiat d'alourdir à nouveau l'encours de dette existant (136,32 Millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2023).**

## CHARGE DE LA DETTE PREVUE SUR LA PERIODE 2023 – 2027

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts (*)	Echéances à payer au cours de l'exercice	CRD fin d'exercice
2023	136 329 046,06 €	4 023 968,55 €	6 915 586,32 €	10 939 554,87 €	132 305 077,51 €
2024	132 305 077,51 €	4 203 627,51 €	6 705 455,82 €	10 909 083,33 €	128 101 450,00 €
2025	128 101 450,00 €	4 279 591,71 €	6 505 153,51 €	10 784 745,22 €	123 821 858,27 €
2026	123 821 858,27 €	4 131 278,15 €	6 295 976,97 €	10 427 255,12 €	119 690 580,31 €
2027	119 690 580,31 €	4 335 844,83 €	6 093 971,05 €	10 429 815,88 €	115 354 735,48 €



(\*) Intérêts calculés, pour les taux variables, sur la base des taux les plus élevés.

L'analyse de la charge de la dette sur la période 2023 – 2027 fait ressortir les éléments suivants :

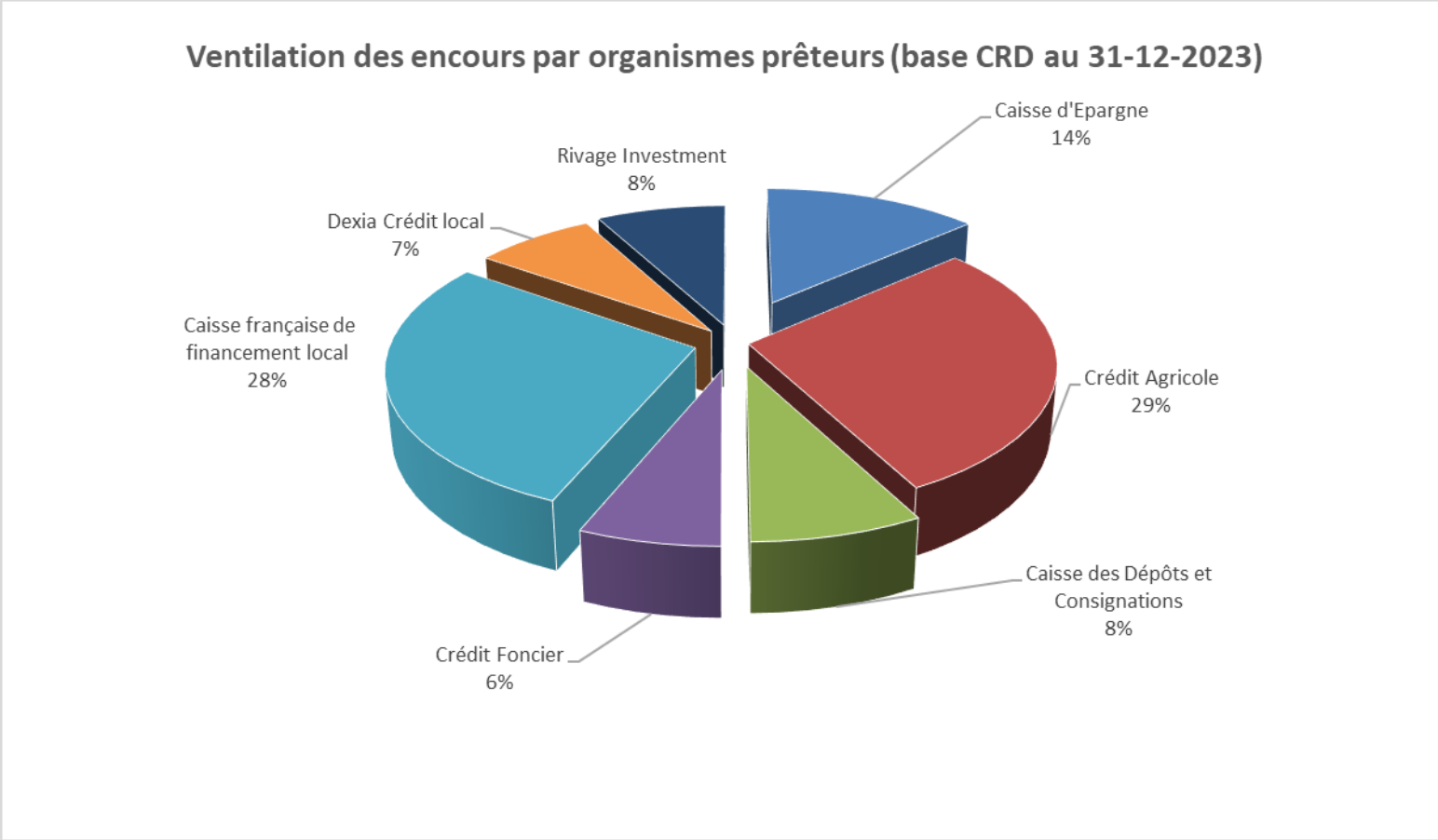
- Les **échéances à payer** au cours de l'exercice sont **stables** (moyenne annuelle de **10,7 Millions d'euros**) ;
- En 2022, les emprunts à taux variable (5) ont vu leur taux d'intérêt augmenté suite à la forte évolution d'une part des taux de CMS de court terme et d'autre part du taux du livret A ;
- A ce jour, les premières analyses font état du maintien de ces taux dégradés. Il est toutefois à noter que l'ensemble des emprunts à taux variable sont plafonnés et que des échanges sont en cours avec Dexia Crédit Local afin de renégocier favorablement le dernier encours à taux variable.

**=> La traduction budgétaire du contexte financier actuel est qu'à l'avenir les dépenses de fonctionnement seront augmentées (de l'ordre de 600K€ an) et les dépenses d'investissement seront alourdies par la montée en puissance progressive du remboursement en capital.**

**=>Il conviendra donc de veiller à ce que l'Épargne Brute augmente elle aussi progressivement de façon à couvrir cette augmentation du remboursement en capital.**

# ANALYSE DE L'ENCOURS PAR PRÊTEUR

La répartition de l'encours par prêteur est la suivante :



Au regard de ces informations, les constats suivants peuvent être établis :

- **Dexia / CFFL/ Rivage Investment est le prêteur principal du SIMOUV** avec 43% de l'encours ;
- Le **Crédit Agricole** et la **Caisse d'Épargne** se partagent un peu plus de **43% de l'encours** ;
- La **Caisse des Dépôts** et le **Crédit Foncier** ne pèsent respectivement que pour **8% et 6 %** de ce dernier.

## ANALYSE DE L'ENCOURS PAR TYPE DE TAUX

A titre liminaire et comme indiqué ci-avant, des échanges sont en cours avec l'organisme Dexia Crédit Local, en vue de renégocier le prêt n°MPH283424EUR.

Ce prêt a été conclu le 30 mars 2007 pour un montant de 12 190 000 euros et une durée de 40 ans.

Les modalités financières sont les suivantes :

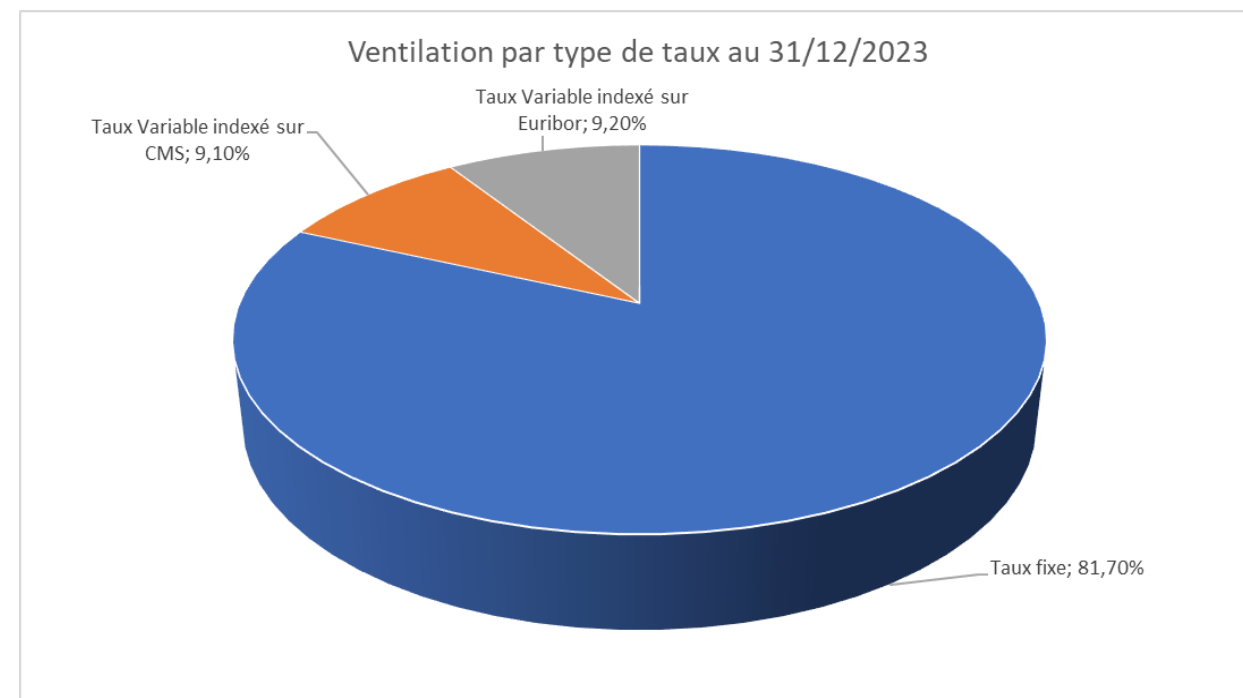
- une première phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 1<sup>er</sup> avril 2010 au cours de laquelle a été appliqué un taux d'intérêt annuel de 5,23% ;
- une deuxième phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2010 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2030 au cours de laquelle le taux d'intérêt appliqué a été fixé comme suit :
  - o si la différence entre le CMS EUR 30 ans et le CMS EUR 1 an est supérieure ou égale à 0,00%, application d'un taux d'intérêt égal à 5,23% ;
  - o si la différence entre le CMS EUR 30 ans et le CMS EUR 1 an est inférieure à 0,00%, application d'un taux d'intérêt égal à 6,50% ;
- une troisième phase allant du 1<sup>er</sup> avril 2030 au 1<sup>er</sup> avril 2047 au cours de laquelle le taux d'intérêt appliqué est égal à 5,23%.

La proposition du prêteur vise à figer, sans indemnité pour le Syndicat, le taux d'intérêt au taux plancher de 5,23% de la deuxième phase à l'issue du premier trimestre, sachant qu'au vu de la conjoncture actuelle, le taux applicable à ce jour est de 6.50% Cette proposition sera soumise au vote lors du Comité Syndical du 9 février 2023.

Les données présentées ci-après prennent en compte l'hypothèse d'une acceptation de la proposition de Dexia Crédit Local.

L'étude de l'encours par type de taux donne ainsi les informations suivantes :

	Taux Fixe	Taux Variable indexé sur CMS	Taux Variable indexé sur Euribor
Au 31 décembre 2023	108 090 530,30 €	12 042 605,50 €	12 171 941,88 €



L'analyse des différents types de taux composant l'encours est la suivante :

- **81,70 % de l'encours** est aujourd'hui à **Taux Fixe** (classé 1A sur la charte Gissler) et est **donc sécurisé** ;
- **9,10% de l'encours** est composé d'**emprunts dits « de pente »**, dont le taux dépend d'un différentiel entre un taux long et un taux court (CMS 20 ans et CMS 2 ans par exemple) ;
- Les **9,20%** restant sont **indexés sur l'Euribor** (indice fortement lié à la politique de taux de la BCE).

## ANALYSE DES TAUX VARIABLES ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION

### A / EVOLUTION DES INDICES CMS

La majeure partie des emprunts à taux variable est basée sur un écart entre deux index. On les appelle communément des emprunts « de pente » du fait du différentiel sur lequel ils se basent.

Dans le cas du SIMOUV, ces emprunts sont indexés sur des indices CMS de court et long terme.

Les CMS (*Constant Maturity Swap*) sont des index usuels sur les marchés de taux résultant de l'écart entre taux fixes et taux variable (*indexés sur l'Euribor*) sur une période donnée (1 an, 2 ans, 5 ans, 10 ans...). Leur simplicité fait de ces derniers un index de référence, notamment pour la cotation des taux fixes.

**4 emprunts sont actuellement concernés par ces indices.**

Le calcul du taux est issu du résultat de la **comparaison entre taux à long terme d'une part et taux à court terme d'autre part** :

- « CMS 20 ans – CMS 2 ans » devant être supérieur ou égal à 0,20% pour 3 contrats ;
- « CMS 30 ans – CMS 1 an » devant être supérieur ou égal à 0% pour 1 contrat.

L'idée générale étant que, **pour avoir le taux le plus avantageux, les taux à long terme (CMS 20 ou 30 ans) doivent être largement supérieurs aux taux de court terme (CMS 1 ou 2 ans).**

Au vu de la conjoncture actuelle, les taux de court terme ont connu une très forte augmentation en 2022, allant au-delà des taux de long terme.

Dès lors, les taux d'intérêt applicables sont dégradés pour ces emprunts, notamment au travers de l'application des taux capés (**5,90 % au lieu de 4,09%**).

Parallèlement, il est à noter que tous ces emprunts passeront à taux fixe entre 2029 et 2033.

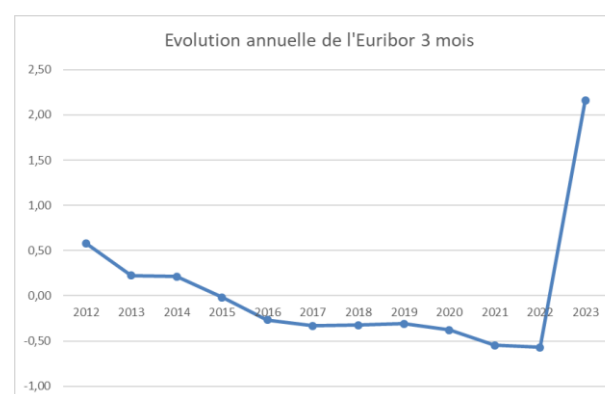
### B/ EVOLUTION DE L'EURIBOR 3 MOIS

L'autre index utilisé pour le calcul des taux variables du SIMOUV est l'**EURIBOR 3 mois (EURo Inter Bank Offered Rate ou Taux Interbancaire Offert en Euros)**.

Il est défini comme le **taux moyen auquel un échantillon de 43 grandes banques établies en Europe prête en blanc (c'est-à-dire sans que le prêt ne soit gagé par des titres) à d'autres grandes banques.**

Ces échanges interbancaires sont donc **fortement liés à la politique de la Banque Centrale Européenne (BCE)**, auprès de laquelle s'approvisionnent en liquidités les établissements financiers => les banques empruntent de l'argent à la BCE pour le prêter à d'autres établissements ou pour se refinancer.

A ce jour, compte tenu la situation économique, la BCE a fortement relevé ses taux directeurs de sorte que l'Euribor 3 mois a suivi la tendance suivante :



**Un emprunt est aujourd'hui indexé sur l'évolution de l'EURIBOR 3 mois.**

Cet index sert, dans les deux cas, à **fixer une limite pour laquelle un changement de taux s'opère**. La barrière posée lors de l'établissement du contrat s'avère être **relativement haute** (5,20%).

Si l'EURIBOR 3 mois est **en dessous de cette limite**, alors un **taux fixé à l'avance s'appliquera** (4,98%). Dans le cas contraire, une majoration du taux sera observée (*liée au niveau de l'EURIBOR 3 mois mais capé à 5,65%*).

=> Au vu de l'évolution de l'EURIBOR 3 mois, une augmentation du taux appliqué reste peu probable dans les années à venir mais cet indice doit être surveillé. Il est par ailleurs à noter que l'emprunt concerné passera définitivement à un taux fixe de 5,90% à compter de 2033.

## Crédit-bail relatif à l'acquisition des neuf dernières rames de tramway

Pour financer l'acquisition des neuf dernières rames de tramway (19 665 000€), le Comité Syndical réuni le 13 octobre 2010 a approuvé le marché portant sur le financement par crédit-bail avec la société AUXIFIP.

Les modalités financières sont les suivantes :

- ✓ 1<sup>ère</sup> tranche relative au financement des dites rames sur une durée de 28 ans et un taux de 4,60%, soit un montant total de redevances à verser de **36 005 350 €** ;
- ✓ 2<sup>ième</sup> tranche portant sur le financement des intérêts intercalaires, sur une durée de 28 ans et un taux de 2.85%, soit un montant total de redevances de **32 109 €**.

Pour l'exercice 2023, il ressort :

- ✓ Capital restant dû (*au 31 décembre 2023*) :
  - Tranche 1 : 15 108 377,59 € ;
  - Tranche 2 : 15 583,87 €.
- ✓ Redevances restant à verser (*au 31 décembre 2023*) :
  - Tranche 1 : 21 860 391,16 € ;
  - Tranche 2 : 19 494,87 €.



## L'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute et d'épargne nette

Au visa des données présentées ci-avant et des annexes 5 et 9 du rapport d'orientations budgétaires, il ressort les principaux ratios suivants :

	2023	2024	2025	2026
Epargne brute (scénario A)	7 104 363 €	7 115 482 €	8 469 533 €	9 171 962 €
Epargne nette (scénario A)	3 080 394 €	2 911 855 €	4 189 942 €	5 040 684 €
Epargne brute (scénario B)	7 101 628 €	7 880 012 €	8 138 328 €	8 891 022 €
Epargne nette (scénario B)	3 077 659 €	3 676 385 €	3 858 737 €	4 759 744 €
Encours de dettes au 31/12	132 305 078 €	128 101 450 €	123 821 858 €	119 690 580 €
Encours de dettes sur le crédit-bail	21 879 886 €	20 592 564 €	19 305 242 €	18 017 920 €
Capacité de désendettement (années) - scénario A	22	21	17	15
Capacité de désendettement (années) - scénario B	22	19	18	15

## CONCLUSION

**L'étude de la dette amène donc les conclusions suivantes :**

- Le profil de remboursement est **relativement linéaire** et ne connaît **pas de sorties importantes d'annuités avant l'année 2042** ;
- Il est donc **impossible de bénéficier de « trous d'air »** que peuvent parfois représenter des sorties conséquentes d'emprunts au cours de la période étudiée **et ainsi de remobiliser de nouveaux prêts de même importance.**

**=> Chaque nouvelle mobilisation massive d'emprunt aura donc pour effet direct l'alourdissement de l'encours.**

- L'encours est composé à **43,70%** d'emprunts contractés auprès d'**organismes aujourd'hui peu actifs sur le marché** (*Dexia Crédit Local / CFFL / Rivage Investment*) ;
- L'encours est composé à **81,70% de prêts à taux fixe**, dont la renégociation ne peut se faire qu'au prix du versement d'une **indemnité importante de refinancement.**

**=> Pour ces deux raisons, les marges de manœuvre de négociation vers des taux plus avantageux sont faibles.** Ce point a été confirmé en 2016 lors de l'audit réalisé par Finance Active.

- **Les index sur lesquels sont établis les prêts à taux variable** *basé sur les CMS* sont aujourd'hui à des **niveaux peu avantageux** et conduisent à l'application de taux plus élevés même si ces derniers sont capés.

**Annexe 5 : EVOLUTION DE LA DETTE  
DU SIMOUV**

**2023-2027**

**DETTE 2023**

Montant de prêt octroyé	n° de contrat	Date de consolidation du prêt	Date du premier remboursement	Durée initiale	Durée résiduelle (en année)	Taux ou indice	Caractéristique du taux	Taux estimé au vu l'exercice 2021	Part capital	Part Intérêts	Montant annuité	Capital restant dû au 31-12-2023	Score GISSLER
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>													
13 800 000 €	V021180	juin-04	juin-07	40 ans	22 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	303 681,11 €	612 961,88 €	916 642,99 €	10 469 010,08 €	Taux fixe
12 720 000 €	20 140 016 €	juin-05	juin-07	27 ans	9 ans	5,15%	Taux fixe	5,15%	565 972,80 €	335 838,68 €	901 811,48 €	6 165 168,27 €	Taux fixe
4 200 000 €	4 511 813 €	août-15	déc-15	10 ans	3 ans	1,78%	Taux fixe	1,78%	440 449,28 €	18 970,44 €	459 419,72 €	789 862,40 €	Taux fixe
1 000 000 €	7481956	nov-08	janv-09	20 ans	6 ans	6,56%	Taux Fixe	6,56%	59 007,73 €	26 947,53 €	85 955,26 €	357 491,91 €	Taux fixe
<b>TOTAL CAISSE D'EPARGNE</b>									<b>1 369 110,92 €</b>	<b>994 718,53 €</b>	<b>2 363 829,45 €</b>	<b>17 781 532,66 €</b>	
<b>CREDIT FONCIER</b>													
7 200 000 €	77800992Y	mai-06	oct-06	40 ans	23 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	136 676,62 €	253 126,82 €	389 803,44 €	5 524 551,10 €	Taux fixe
3 600 000 €	77892Y	mai-06	oct-07	40 ans	24 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% Sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 2/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	62 537,48 €	174 820,78 €	237 358,26 €	2 891 127,92 €	3B
<b>TOTAL CREDIT FONCIER</b>									<b>199 214,10 €</b>	<b>427 947,60 €</b>	<b>627 161,70 €</b>	<b>8 415 679,02 €</b>	
<b>CREDIT AGRICOLE</b>													
17 250 000 €	9914163417	oct-04	août-07	40 ans	22 ans	5,99%	Taux fixe à 5,99% jusqu'au 15/05/2046	5,99%	176 380,87 €	944 009,75 €	1 120 390,62 €	15 432 459,47 €	Taux fixe
15 900 000 €	99144249301	oct-05	oct-07	40 ans	22 ans	Si Euribor 3 mois < ou = 5,20% alors 4,98% , si Euribor 3 mois est compris entre 5,20% et 5,90% alors Euribor 3 mois +0,00%, si Euribor 3 mois est > à 5,90% alors 5,90%.	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2033 puis taux fixe à 5,65%	4,98%	303 065,81 €	615 654,23 €	918 720,04 €	12 171 941,88 €	1B
9 000 000 €	99141634204	mai-06	sept-06	40 ans	23 ans	4,29%	Taux fixe	4,29%	176 380,83 €	296 741,85 €	473 122,68 €	6 806 233,31 €	Taux fixe
4 500 000 €	99142885529	juin-07	oct-07	40 ans	22 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	77 662,25 €	219 013,22 €	296 675,47 €	3 612 425,38 €	3B
<b>TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>									<b>733 489,76 €</b>	<b>2 075 419,05 €</b>	<b>2 808 908,81 €</b>	<b>38 023 060,04 €</b>	
<b>Caisse Française de financement local</b>													
26 450 000 €	MON239593	juil-04	07/207	40 ans	22 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	448 155,85 €	1 253 755,87 €	1 701 911,72 €	21 522 353,70 €	Taux fixe
13 800 000 €	MIN239581	juil-06	oct-06	40 ans	23 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	263 087,26 €	483 684,84 €	746 772,10 €	10 555 180,65 €	Taux fixe
6 900 000 €	MPH98383EUR	juin-07	oct-07	40 ans	24 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 01/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	119 082,08 €	335 820,28 €	454 902,36 €	5 539 052,20 €	3B
<b>TOTAL Caisse Française de financement local</b>									<b>830 325,19 €</b>	<b>2 073 260,99 €</b>	<b>2 903 586,18 €</b>	<b>37 616 586,55 €</b>	
<b>DEXIA CREDIT LOCAL - Caisse Française de financement local</b>													
12 190 000 €	985152	oct-05	juil-07	40 ans	24 ans	Si CMS 30 ans - CMS 1an > ou= 0% alors 5,23% sinon 6,50%	Taux variable jusqu'au 1/04/2030 puis taux fixe à 5,23%	6,5 % pour le 1er trimestre 2023 puis ensuite 5,23 % renegotiee	213 008,21 €	555 395,96 €	534 071,71 €	9 731 409,87 €	3B
<b>TOTAL DEXIA CREDIT LOCAL</b>									<b>213 008,21 €</b>	<b>555 395,96 €</b>	<b>534 071,71 €</b>	<b>9 731 409,87 €</b>	
<b>Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>													
11 098 470 €	MIS283654-EUR1	avr-16	juil-16	31 ans	24 ans	4,70%	Taux fixe	4,70%	213 008,17 €	470 108,55 €	683 116,72 €	9 731 410,05 €	Taux fixe
1 608 190 €	MIS283654EUR2	avr-16	avr-17	13	8 ans	0,90%	Taux fixe	0,90%	123 706,92 €	7 901,78 €	131 608,70 €	742 241,56 €	Taux fixe
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>									<b>336 715,09 €</b>	<b>478 010,33 €</b>	<b>814 725,42 €</b>	<b>10 473 651,61 €</b>	
<b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>													
13 000 000 €	1257942	oct-13	01/01/2014	40 ans	31 ans	Taux du livret A + 1%	Taux fixe	3,00%	342 105,28 €	310 833,86 €	652 939,14 €	10 263 157,76 €	Taux fixe
<b>TOTALCAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>									<b>342 105,28 €</b>	<b>310 833,86 €</b>	<b>652 939,14 €</b>	<b>10 263 157,76 €</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>4 023 968,55 €</b>	<b>6 915 586,32 €</b>	<b>10 705 222,41 €</b>	<b>132 305 077,51 €</b>	
<b>PART ENCOURS TAUX FIXES</b>											74,34%		
<b>PART ENCOURS TAUX VARIABLES</b>											25,66%		

**DETTE 2024**

Montant de prêt octroyé	n° de contrat	Date de consolidation du prêt	Date du premier remboursement	Durée initiale	Durée résiduelle (en année)	Taux ou indice	Caractéristique du taux	Taux estimé au vu l'exercice 2021	Part capital	Part Intérêts	Montant annuité	Capital restant dû au 31-12-2024	Score GISSLER
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>													
13 800 000 €	V021180	juin-04	juin-07	40 ans	21 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	322 085,49 €	595 108,24 €	917 193,73 €	10 146 924,59 €	Taux fixe
12 720 000 €	20 140 016 €	juin-05	juin-07	27 ans	8 ans	5,15%	Taux fixe	5,15%	595 362,03 €	306 129,49 €	901 491,52 €	5 569 806,24 €	Taux fixe
4 200 000 €	4 511 813 €	août-15	déc-15	10 ans	2 ans	1,78%	Taux fixe	1,78%	448 341,78 €	11 077,94 €	459 419,72 €	341 520,62 €	Taux fixe
1 000 000 €	7481956	nov-08	janv-09	20 ans	5 ans	6,56%	Taux Fixe	6,56%	62 825,54 €	23 129,73 €	85 955,27 €	294 666,37 €	Taux fixe
<b>TOTAL CAISSE D'EPARGNE</b>									<b>1 428 614,84 €</b>	<b>935 445,40 €</b>	<b>2 364 060,24 €</b>	<b>16 352 917,82 €</b>	
<b>CREDIT FONCIER</b>													
7 200 000 €	77800992Y	mai-06	oct-06	40 ans	22 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	142 254,26 €	247 549,18 €	389 803,44 €	5 382 296,84 €	Taux fixe
3 600 000 €	77892Y	mai-06	oct-07	40 ans	23 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% Sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 2/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	65 714,22 €	171 491,01 €	237 205,23 €	2 825 413,70 €	3B
<b>TOTAL CREDIT FONCIER</b>									<b>207 968,48 €</b>	<b>419 040,19 €</b>	<b>627 008,67 €</b>	<b>8 207 710,54 €</b>	
<b>CREDIT AGRICOLE</b>													
17 250 000 €	9914163417	oct-04	août-07	40 ans	21 ans	5,99%	Taux fixe à 5,99% jusqu'au 15/05/2046	5,99%	194 691,49 €	935 448,19 €	1 130 139,68 €	15 237 767,98 €	Taux fixe
15 900 000 €	99144249301	oct-05	oct-07	40 ans	21 ans	Si Euribor 3 mois < ou = 5,20% alors 4,98% , si Euribor 3 mois est compris entre 5,20% et 5,90% alors Euribor 3 mois +0,00%, si Euribor 3 mois est > à 5,90% alors 5,90%.	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2033 puis taux fixe à 5,65%	4,98%	318 505,60 €	600 276,19 €	918 781,79 €	11 853 436,28 €	1B
9 000 000 €	99141634204	mai-06	sept-06	40 ans	22 ans	4,29%	Taux fixe	4,29%	184 070,18 €	289 052,50 €	473 122,68 €	6 622 163,13 €	Taux fixe
4 500 000 €	99142885529	juin-07	oct-07	40 ans	21 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	81 618,78 €	214 868,35 €	296 487,13 €	3 530 806,58 €	3B
<b>TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>									<b>778 886,05 €</b>	<b>2 039 645,23 €</b>	<b>2 818 531,28 €</b>	<b>37 244 173,97 €</b>	
<b>Caisse Française de financement local</b>													
26 450 000 €	MON239593	juil-04	07/207	40 ans	21 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	474 485,81 €	1 227 425,91 €	1 701 911,72 €	21 047 867,89 €	Taux fixe
13 800 000 €	MIN239581	juil-06	oct-06	40 ans	22 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	274 991,43 €	472 911,48 €	747 902,91 €	10 280 189,22 €	Taux fixe
6 900 000 €	MPH98383EUR	juin-07	oct-07	40 ans	23 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 01/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	125 148,76 €	329 464,80 €	454 613,56 €	5 413 903,44 €	3B
<b>TOTAL Caisse Française de financement local</b>									<b>874 626,00 €</b>	<b>2 029 802,19 €</b>	<b>2 904 428,19 €</b>	<b>36 741 960,55 €</b>	
<b>DEXIA CREDIT LOCAL</b>													
12 190 000 €	985152	oct-05	juil-07	40 ans	23 ans	5,23%	Taux fixe	5,23%	223 859,99 €	513 017,76 €	736 877,75 €	9 507 549,88 €	3B
<b>TOTAL DEXIA CREDIT LOCAL</b>									<b>223 859,99 €</b>	<b>513 017,76 €</b>	<b>736 877,75 €</b>	<b>9 507 549,88 €</b>	
<b>Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>													
11 098 470 €	MIS283654-EUR1	avr-16	juil-16	31 ans	23 ans	4,70%	Taux fixe	4,70%	223 859,95 €	461 029,36 €	684 889,31 €	9 507 550,10 €	Taux fixe
1 608 190 €	MIS283654EUR2	avr-16	avr-17	13	7 ans	0,90%	Taux fixe	0,90%	123 706,92 €	6 791,51 €	130 498,43 €	618 534,64 €	Taux fixe
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>									<b>347 566,87 €</b>	<b>467 820,87 €</b>	<b>815 387,74 €</b>	<b>10 126 084,74 €</b>	
<b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>													
13 000 000 €	1257942	oct-13	01/01/2014	40 ans	30 ans	Taux du livret A + 1%	Taux fixe	3,00%	342 105,28 €	300 684,18 €	642 789,46 €	9 921 052,48 €	Taux fixe
<b>TOTALCAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>									<b>342 105,28 €</b>	<b>300 684,18 €</b>	<b>642 789,46 €</b>	<b>9 921 052,48 €</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>4 203 627,51 €</b>	<b>6 705 455,82 €</b>	<b>10 909 083,33 €</b>	<b>128 101 449,98 €</b>	
<b>PART ENCOURSTAUX FIXES</b>											74,14%		
<b>PART ENCOURSTAUX VARIABLES</b>											25,86%		

**DETTE 2025**

Montant de prêt octroyé	n° de contrat	Date de consolidation du prêt	Date du premier remboursement	Durée initiale	Durée résiduelle (en année)	Taux ou indice	Caractéristique du taux	Taux estimé au vu l'exercice 2021	Part capital	Part Intérêts	Montant annuité	Capital restant dû au 31-12-2025	Score GISSLER
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>													
13 800 000 €	V021180	juin-04	juin-07	40 ans	20 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	341 605,26 €	576 172,59 €	917 777,85 €	9 805 319,33 €	Taux fixe
12 720 000 €	20 140 016 €	juin-05	juin-07	27 ans	7 ans	5,15%	Taux fixe	5,15%	626 277,53 €	274 877,60 €	901 155,13 €	4 943 528,89 €	Taux fixe
4 200 000 €	4 511 813 €	août-15	déc-15	10 ans	1 an	1,78%	Taux fixe	1,78%	341 520,62 €	3 044,17 €	344 564,79 €	0,00 €	Taux fixe
1 000 000 €	7481956	nov-08	janv-09	20 ans	4 ans	6,56%	Taux Fixe	6,56%	66 890,35 €	19 064,91 €	85 955,26 €	227 776,03 €	Taux fixe
<b>TOTAL CAISSE D'EPARGNE</b>									<b>1 376 293,76 €</b>	<b>873 159,27 €</b>	<b>2 249 453,03 €</b>	<b>14 976 624,25 €</b>	
<b>CREDIT FONCIER</b>													
7 200 000 €	77800992Y	mai-06	oct-06	40 ans	21 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	149 475,95 €	240 327,49 €	389 803,44 €	5 232 820,89 €	Taux fixe
3 600 000 €	77892Y	mai-06	oct-07	40 ans	22 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% Sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 2/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	68 652,65 €	167 497,67 €	236 150,32 €	2 756 761,05 €	3B
<b>TOTAL CREDIT FONCIER</b>									<b>218 128,60 €</b>	<b>407 825,16 €</b>	<b>625 953,76 €</b>	<b>7 989 581,94 €</b>	
<b>CREDIT AGRICOLE</b>													
17 250 000 €	9914163417	oct-04	août-07	40 ans	20 ans	5,99%	Taux fixe à 5,99% jusqu'au 15/05/2046	5,99%	214 902,96 €	925 647,15 €	1 140 550,11 €	15 022 865,02 €	Taux fixe
15 900 000 €	99144249301	oct-05	oct-07	40 ans	20 ans	Si Euribor 3 mois <= 5,20% alors 4,98% - si Euribor 3 mois est compris entre 5,20% et 5,90% alors Euribor 3 mois +0,00%, si Euribor 3 mois est > à 5,90% alors 5,90%.	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2033 puis taux fixe à 5,65%	4,98%	334 731,98 €	584 114,72 €	918 846,70 €	11 518 704,30 €	1B
9 000 000 €	99141634204	mai-06	sept-06	40 ans	22 ans	4,29%	Taux fixe	4,29%	192 094,73 €	281 027,95 €	473 122,68 €	6 430 068,40 €	Taux fixe
4 500 000 €	99142885529	juin-07	oct-07	40 ans	20 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	85 776,87 €	209 304,81 €	295 081,68 €	3 445 029,71 €	3B
<b>TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>									<b>827 506,54 €</b>	<b>2 000 094,63 €</b>	<b>2 827 601,17 €</b>	<b>36 416 667,43 €</b>	
<b>Caisse Française de financement local</b>													
26 450 000 €	MON239593	juil-04	07/207	40 ans	20 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	502 362,68 €	1 199 549,04 €	1 701 911,72 €	20 545 505,21 €	Taux fixe
13 800 000 €	MIN239581	juil-06	oct-06	40 ans	21 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	287 434,27 €	458 999,25 €	746 433,52 €	9 992 754,95 €	Taux fixe
6 900 000 €	MPH98383EUR	juin-07	oct-07	40 ans	22 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 01/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	131 524,52 €	320 934,07 €	452 458,59 €	5 282 378,92 €	3B
<b>TOTAL Caisse Française de financement local</b>									<b>921 321,47 €</b>	<b>1 979 482,36 €</b>	<b>2 900 803,83 €</b>	<b>35 820 639,08 €</b>	
<b>DEXIA CREDIT LOCAL</b>													
12 190 000 €	985152	oct-05	juil-07	40 ans	22 ans	5,23%	Taux fixe	5,23%	235 264,59 €	499 516,85 €	734 781,44 €	9 272 285,29 €	3B
<b>TOTAL DEXIA CREDIT LOCAL</b>									<b>235 264,59 €</b>	<b>499 516,85 €</b>	<b>734 781,44 €</b>	<b>9 272 285,29 €</b>	
<b>Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>													
11 098 470 €	MIS283654-EUR1	avr-16	juil-16	31 ans	22 ans	4,70%	Taux fixe	4,70%	235 264,55 €	448 896,61 €	684 161,16 €	9 272 285,55 €	Taux fixe
1 608 190 €	MIS283654-EUR2	avr-16	avr-17	13	6 ans	0,90%	Taux fixe	0,90%	123 706,92 €	5 644,13 €	129 351,05 €	494 827,72 €	Taux fixe
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>									<b>358 971,47 €</b>	<b>454 540,74 €</b>	<b>813 512,21 €</b>	<b>9 767 113,27 €</b>	
<b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>													
13 000 000 €	1257942	oct-13	01/01/2014	40 ans	29 ans	Taux du livret A + 1%	Taux fixe	3,00%	342 105,28 €	290 534,50 €	632 639,78 €	9 578 947,20 €	Taux fixe
<b>TOTALCAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>									<b>342 105,28 €</b>	<b>290 534,50 €</b>	<b>632 639,78 €</b>	<b>9 578 947,20 €</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>4 279 591,71 €</b>	<b>6 505 153,51 €</b>	<b>10 784 745,22 €</b>	<b>123 821 858,46 €</b>	
<b>PART ENCOURS TAUX FIXES</b>											73,93%		
<b>PART ENCOURS TAUX VARIABLES</b>											26,07%		

**DETTE 2026**

Montant de prêt octroyé	n° de contrat	Date de consolidation du prêt	Date du premier remboursement	Durée initiale	Durée résiduelle (en année)	Taux ou indice	Caractéristique du taux	Taux estimé au vu l'exercice 2021	Part capital	Part Intérêts	Montant annuité	Capital restant dû au 31-12-2026	Score GISSLER
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>													
13 800 000 €	V021180	juin-04	juin-07	40 ans	19 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	362 308,02 €	556 089,36 €	918 397,38 €	9 443 011,31 €	Taux fixe
12 720 000 €	20 140 016 €	juin-05	juin-07	27 ans	6 ans	5,15%	Taux fixe	5,15%	658 798,00 €	242 002,87 €	900 800,87 €	4 284 730,89 €	Taux fixe
4 200 000 €	4 511 813 €	août-15	déc-15	10 ans									
1 000 000 €	7481956	nov-08	janv-09	20 ans	3 ans	6,56%	Taux Fixe	6,56%	71 218,15 €	14 737,11 €	85 955,26 €	156 557,88 €	Taux fixe
<b>TOTAL CAISSE D'EPARGNE</b>									<b>1 092 324,17 €</b>	<b>812 829,34 €</b>	<b>1 905 153,51 €</b>	<b>13 884 300,08 €</b>	
<b>CREDIT FONCIER</b>													
7 200 000 €	77800992Y	mai-06	oct-06	40 ans	20 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	156 334,98 €	233 468,84 €	389 803,82 €	5 076 485,91 €	Taux fixe
3 600 000 €	778992Y	mai-06	oct-07	40 ans	21 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% Sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 2/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	72 150,21 €	163 313,19 €	235 463,40 €	2 684 610,84 €	3B
<b>TOTAL CREDIT FONCIER</b>									<b>228 485,19 €</b>	<b>396 782,03 €</b>	<b>625 267,22 €</b>	<b>7 761 096,75 €</b>	
<b>CREDIT AGRICOLE</b>													
17 250 000 €	9914163417	oct-04	août-07	40 ans	19 ans	5,99%	Taux fixe à 5,99% jusqu'au 15/05/2046	5,99%	237 212,67 €	904 562,18 €	1 141 774,85 €	14 785 652,35 €	Taux fixe
15 900 000 €	99144249301	oct-05	oct-07	40 ans	19 ans	Si Euribor 3 mois <= 5,20% alors 4,98% , si Euribor 3 mois est compris entre 5,20% et 5,90% alors Euribor 3 mois +0,00%, si Euribor 3 mois est > à 5,90% alors 5,90%.	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2033 puis taux fixe à 5,65%	4,98%	351 785,00 €	567 129,90 €	918 914,90 €	11 166 919,30 €	1B
9 000 000 €	99141634204	mai-06	sept-06	40 ans	21 ans	4,29%	Taux fixe	4,29%	200 469,12 €	272 653,56 €	473 122,68 €	6 229 599,28 €	Taux fixe
4 500 000 €	99142885529	juin-07	oct-07	40 ans	19 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	90 146,80 €	204 076,59 €	294 223,39 €	3 354 882,91 €	3B
<b>TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>									<b>879 613,59 €</b>	<b>1 948 422,23 €</b>	<b>2 828 035,82 €</b>	<b>35 537 053,84 €</b>	
<b>Caisse Française de financement local</b>													
26 450 000 €	MON239593	juil-04	07/207	40 ans	19 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	531 877,37 €	1 170 034,35 €	1 701 911,72 €	20 013 627,84 €	Taux fixe
13 800 000 €	MIN239581	juil-06	oct-06	40 ans	20 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	300 440,13 €	445 812,54 €	746 252,67 €	9 692 314,82 €	Taux fixe
6 900 000 €	MPH98383EUR	juin-07	oct-07	40 ans	21 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 01/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	138 225,06 €	312 917,42 €	451 142,48 €	5 144 153,86 €	3B
<b>TOTAL Caisse Française de financement local</b>									<b>970 542,56 €</b>	<b>1 928 764,31 €</b>	<b>2 899 306,87 €</b>	<b>34 850 096,52 €</b>	
<b>DEXIA CREDIT LOCAL</b>													
12 190 000 €	985152	oct-05	juil-07	40 ans	21 ans	5,23%	Taux fixe	5,23%	247 250,24 €	486 805,52 €	734 055,76 €	9 025 035,05 €	3B
<b>TOTAL DEXIA CREDIT LOCAL</b>									<b>247 250,24 €</b>	<b>486 805,52 €</b>	<b>734 055,76 €</b>	<b>9 025 035,05 €</b>	
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>													
11 098 470 €	MIS283654-EUR1	avr-16	juil-16	31 ans	21 ans	4,70%	Taux fixe	4,70%	247 250,20 €	437 473,42 €	684 723,62 €	9 025 035,35 €	Taux fixe
1 608 190 €	MIS283654EUR2	avr-16	avr-17	13	5 ans	0,90%	Taux fixe	0,90%	123 706,92 €	4 515,30 €	128 222,22 €	371 120,80 €	Taux fixe
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>									<b>370 957,12 €</b>	<b>441 988,72 €</b>	<b>812 945,84 €</b>	<b>9 396 156,15 €</b>	
<b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>													
13 000 000 €	1257942	oct-13	01/01/2014	40 ans	28 ans	Taux du livret A + 1%	Taux fixe	3,00%	342 105,28 €	280 384,82 €	622 490,10 €	9 236 841,92 €	Taux fixe
<b>TOTALCAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>									<b>342 105,28 €</b>	<b>280 384,82 €</b>	<b>622 490,10 €</b>	<b>9 236 841,92 €</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>4 131 278,15 €</b>	<b>6 295 976,97 €</b>	<b>10 427 255,12 €</b>	<b>119 690 580,31 €</b>	
<b>PART ENCOURSTAUX FIXES</b>											73,79%		
<b>PART ENCOURSTAUX VARIABLES</b>											26,21%		

**DETTE 2027**

Montant de prêt octroyé	n° de contrat	Date de consolidation du prêt	Date du premier remboursement	Durée initiale	Durée résiduelle (en année)	Taux ou indice	Caractéristique du taux	Taux estimé au vu l'exercice 2021	Part capital	Part Intérêts	Montant annuité	Capital restant dû au 31-12-2027	Score GISSLER
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>													
13 800 000 €	V021180	juin-04	juin-07	40 ans	18 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	384 265,44 €	534 788,98 €	919 054,42 €	9 058 745,87 €	Taux fixe
12 720 000 €	20140016	juin-05	juin-07	27 ans	5 ans	5,15%	Taux fixe	5,15%	693 007,35 €	207 355,08 €	900 362,43 €	3 591 723,54 €	Taux fixe
4 200 000 €	4511813	août-15	déc-15	10 ans									
1 000 000 €	7481956	nov-08	janv-09	20 ans	2 ans	6,56%	Taux Fixe	6,56%	75 825,97 €	10 129,29 €	85 955,26 €	80 731,91 €	Taux fixe
<b>TOTAL CAISSE D'EPARGNE</b>									<b>1 153 098,76 €</b>	<b>752 273,35 €</b>	<b>1 905 372,11 €</b>	<b>12 731 201,32 €</b>	
<b>CREDIT FONCIER</b>													
7 200 000 €	77800992Y	mai-06	oct-06	40 ans	19 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	163 508,75 €	233 468,84 €	396 977,59 €	4 912 977,16 €	Taux fixe
3 600 000 €	778992Y	mai-06	oct-07	40 ans	20 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% Sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 2/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	75 811,46 €	158 932,57 €	234 744,03 €	2 608 799,38 €	3B
<b>TOTAL CREDIT FONCIER</b>									<b>239 320,21 €</b>	<b>392 401,41 €</b>	<b>631 721,62 €</b>	<b>7 521 776,54 €</b>	
<b>CREDIT AGRICOLE</b>													
17 250 000 €	9914163417	oct-04	août-07	40 ans	18 ans	5,99%	Taux fixe à 5,99% jusqu'au 15/05/2046	5,99%	261 838,39 €	889 676,70 €	1 151 515,09 €	14 523 813,96 €	Taux fixe
15 900 000 €	99144249301	oct-05	oct-07	40 ans	18 ans	Si Euribor 3 mois < ou = 5,20% alors 4,98% si Euribor 3 mois est compris entre 5,20% et 5,90% alors Euribor 3 mois +0,00%, si Euribor 3 mois est > à 5,90% alors 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2033 puis taux fixe à 5,65%	4,98%	369 706,82 €	549 279,79 €	918 986,61 €	10 797 212,48 €	1B
9 000 000 €	99141634204	mai-06	sept-06	40 ans	20 ans	4,29%	Taux fixe	4,29%	209 208,59 €	263 914,09 €	473 122,68 €	6 020 390,69 €	Taux fixe
4 500 000 €	99142885529	juin-07	oct-07	40 ans	18 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 1er juillet 2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	94 739,36 €	198 582,00 €	293 321,36 €	3 260 143,55 €	3B
<b>TOTAL CREDIT AGRICOLE</b>									<b>935 493,16 €</b>	<b>1 901 452,58 €</b>	<b>2 836 945,74 €</b>	<b>34 601 560,68 €</b>	
<b>Caisse Française de financement local</b>													
26 450 000 €	MON239593	juil-04	07/207	40 ans	18 ans	5,75%	Taux fixe	5,75%	563 126,11 €	1 138 785,61 €	1 701 911,72 €	19 450 501,73 €	Taux fixe
13 800 000 €	MIN239581	juil-06	oct-06	40 ans	19 ans	4,45%	Taux fixe	4,45%	314 034,50 €	432 029,16 €	746 063,66 €	9 378 280,32 €	Taux fixe
6 900 000 €	MPH98383EUR	juin-07	oct-07	40 ans	20 ans	Si CMS 20 ans - CMS 2 ans ≥ 0,20% alors 4,09% sinon 5,90%	Taux variable jusqu'au 01/07/2029 puis taux fixe à 4,09%	5,90%	145 266,99 €	304 492,39 €	449 759,38 €	4 998 886,87 €	3B
<b>TOTAL Caisse Française de financement local</b>									<b>1 022 427,60 €</b>	<b>1 875 307,16 €</b>	<b>2 897 734,76 €</b>	<b>33 827 668,92 €</b>	
<b>DEXIA CREDIT LOCAL</b>													
12 190 000 €	985152	oct-05	juil-07	40 ans	20 ans	5,23%	Taux fixe	5,23%	259 846,47 €	473 446,63 €	733 293,10 €	8 765 188,58 €	3B
<b>TOTAL DEXIA CREDIT LOCAL</b>									<b>259 846,47 €</b>	<b>473 446,63 €</b>	<b>733 293,10 €</b>	<b>8 765 188,58 €</b>	
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>													
11 098 470 €	MIS283654-EUR1	avr-16	juil-16	31 ans	20 ans	4,70%	Taux fixe	4,70%	259 846,43 €	425 468,30 €	685 314,73 €	8 765 188,92 €	Taux fixe
1 608 190 €	MIS283654EUR2	avr-16	avr-17	13	4 ans	0,90%	Taux fixe	0,90%	123 706,92 €	3 386,48 €	127 093,40 €	247 413,88 €	Taux fixe
<b>TOTAL Société Secteur Public France C4 SPL représentée par Rivage Investment</b>									<b>383 553,35 €</b>	<b>428 854,78 €</b>	<b>812 408,13 €</b>	<b>9 012 602,80 €</b>	
<b>CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>													
13 000 000 €	1257942	oct-13	01/01/2014	40 ans	27 ans	Taux du livret A + 1%	Taux fixe	3,00%	342 105,28 €	270 235,14 €	612 340,42 €	8 894 736,64 €	Taux fixe
<b>TOTALCAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS</b>									<b>342 105,28 €</b>	<b>270 235,14 €</b>	<b>612 340,42 €</b>	<b>8 894 736,64 €</b>	
<b>TOTAL</b>									<b>4 335 844,83 €</b>	<b>6 093 971,05 €</b>	<b>10 429 815,88 €</b>	<b>115 354 735,48 €</b>	
<b>PART ENCOURS TAUX FIXES</b>											73,62%		
<b>PART ENCOURS TAUX VARIABLES</b>											26,38%		





SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MOBILITÉ ET D'ORGANISATION URBAINE DU VALENCIENNOIS

## **Annexe 6 : Présentation du programme pluriannuel d'investissements**

**Période 2023 à 2026**

Préambule :

La présente note a pour objet de présenter deux versions du programme pluriannuel d'investissements du SIMOUV au titre de la période 2023/2026, à savoir :

- Une version A ambitieuse, destinée à mettre en œuvre une politique de développement des orientations stratégiques définies au travers des documents de planification pilotés par le SIMOUV (Schéma de Cohérence Territoriale et Plan de Déplacements Urbains du Valenciennois) ;

- Une version B dite « prudente », reprenant principalement les investissements strictement nécessaires pour assurer la continuité du service public de la mobilité, les engagements contractuels issus de la convention de délégation de service public du 11 juillet 2022 et l'application des évolutions législatives et réglementaires issues de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite loi « LOM »).

Il est précisé que les montants indiqués sont établis en € HT et estimés. Ces derniers seront actualisés au vu des différents marchés qui seront notifiés.

## 1 INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION

Conformément aux dispositions de la convention de délégation de service public conclue le 11 juillet 2022, l'exploitation et la maintenance du réseau de transports urbains du Valenciennois ont été confiées à la société KEOLIS HAINAUT VALENCIENNOIS (KHV) pour une période de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Dans ce cadre, le Délégataire est tenu d'assurer la réalisation des cinq niveaux de maintenance pour l'ensemble des biens du réseau contractuellement mis à disposition par le SIMOUV, tels que définis par la norme AFNOR NF X 60-010 et synthétisés comme suit :

### Les 5 niveaux de maintenance Afnor

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
- Réglages simples - Sur place - Personne non qualifiée peut réaliser l'opération	- Actions peu complexes - Sur place - Nécessite un technicien habilité pour réaliser l'opération	- Actions complexes - Sur place ou en atelier - Nécessite un technicien spécialisé	- Actions de grande importance - En atelier spécialisé - Nécessite une équipe avec un responsable spécialisé	- Actions complexes - Chez le constructeur - Nécessite l'équipe de construction
Exemple : changement d'un consommable	Exemple : changement d'un relais	Exemple : changement d'une pompe	Exemple : réparation spéciale	Exemple : reconstruction d'un appareil

Cette maintenance intégrale emporte ainsi notamment, au titre des niveaux 4 et 5, l'obligation pour le Déléataire de renouveler certains biens qui demeurent habituellement sous la responsabilité de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Ces biens ont fait l'objet d'une valorisation financière contractualisée selon la décomposition suivante :

<b>Investissements à la charge du délégataire</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
<b>MATERIEL INDUSTRIEL ET OUTILLAGE</b>	<b>55 000</b>	<b>82 000</b>	<b>93 000</b>	<b>93 000</b>
<b>INFRASTRUCTURES TRAMWAY</b>	<b>227 808</b>	<b>342 808</b>	<b>283 984</b>	<b>279 000</b>
<b>MATERIEL ROULANT TRAMWAY</b>	<b>321 000</b>	<b>981 000</b>	<b>942 000</b>	<b>942 000</b>
<b>INFORMATIQUE MATERIELS ET LOGICIELS</b>	<b>951 624</b>	<b>584 059</b>	<b>359 464</b>	<b>358 112</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 555 432</b>	<b>1 989 867</b>	<b>1 678 448</b>	<b>1 672 112</b>

Il est à noter que ces investissements, bien que contractuellement intégrés au travers de la contribution financière forfaitaire versée annuellement à la société KHV, seront inscrits en dépenses d'investissements sur le plan budgétaire du SIMOUV.

Ceci étant, à la différence de la précédente convention de délégation de service public, les investissements d'exploitation seront donc portés par le SIMOUV dans les deux seules hypothèses suivantes :

- biens ne pouvant plus être maintenus ou mis à jour compte tenu notamment de pièces de rechange devenues indisponibles (arrêt de production par le fabricant), sous réserve d'une part de l'épuisement des stocks préventifs du Déléataire et d'autre part de justifier que ces derniers ont été constitués de manière cohérente ;
- biens dont les caractéristiques ne permettent manifestement plus de répondre aux besoins du service (incompatibilités avec de nouveaux biens, manque de fonctionnalités, ...) et qui nécessitent d'être modernisés sans délai.

En complément de ces hypothèses, au titre de la convention de délégation du 11 juillet 2022, les investissements à la charge du SIMOUV ont été établis selon le détail repris ci-après :

Investissements à la charge de l'AO		2023	2024	2025	2026
Libellé	Coût	Coût	Coût	Coût	Coût
<u>Autres investissements</u>					
Boutique Mobile	50 000				
Evolution salle informatique	50 000				
Equipement chargeurs électriques	33 000	265 000			
<u>Infrastructures voie tramway</u>					
<u>Voie</u>					
Appareils de dilatation - 1/3 du parc sur 2 ans					
Appareil de voie					
Courbe la plus usée		200 000			
<b>TOTAL</b>	<b>2 044 625</b>	<b>6 455 781</b>	<b>590 250</b>	<b>1 802 625</b>	

Au vu de l'ensemble de ces éléments, les projections financières pour les années 2023-2026 intègrent notamment :

- Une provision annuelle de 100 000 € au titre du traitement de l'obsolescence des deux lignes de tramway ;
- La sécurisation des accès des dépôts de Saint-Saulve et de Saint-Waast pour un montant global de 500 000 € ;
- La réalisation de la dernière tranche des travaux relatifs à la réfection des toitures du dépôt de maintenance bus de Saint-Saulve pour un montant de 757 353,62 €, ainsi que le remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment administratif de Saint-Saulve pour un montant de 500 000 € ;
- Le poste « systèmes techniques transversaux », qui intègre le solde de l'opération portant sur le renouvellement du système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs du réseau pour un montant de 3 500 000 €, le renouvellement de la vidéosurveillance aux stations de la seconde ligne tramway et à bord de l'ensemble des 30 rames ainsi que l'évolution de la gestion technique centralisée des deux lignes de tramway pour un montant global de 1 797 000 € ;
- La mise en œuvre d'une solution « d'open payment » (paiement sans contact) à bord du matériel roulant bus et tramway conformément à l'option proposée par le Délégué pour un montant de 597 020 € (hors valeur nette comptable en fin de convention) et levée par courrier du 2 janvier 2023 ;
- Une provision d'un montant annuel de 50 000 € au titre des travaux sur les bâtiments relevant des obligations du SIMOUV (dès 2025 en version B) ;
- La mise en œuvre de bornes de recharges électriques afin de permettre l'exploitation des futures navettes électriques desservant les centres-villes pour un montant de 298 000 € sur les années 2023 et 2024 ;
- Une somme de 50 000 € en 2023 dans le cadre de l'acquisition de mobiliers pour la « Maison des Mobilités ».

Ainsi, la synthèse au titre des dépenses d'exploitation est détaillée ci-après :

- **Version A :**

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>1 INVESTISSEMENT D'EXPLOITATION</b>					
INFRASTRUCTURES DU TRAMWAY	100 000	300 000	100 000	100 000	600 000
DEPOT TRAMWAY DE ST-WAAST		250 000			250 000
ATELIER BUS DE ST-WAAST	-	-			-
DEPOT BUS DE ST-SAULVE	378 677	628 677	500 000		1 507 354
DEPOT BUS DE DENAIN					-
SYSTEMES TECHNIQUES TRANSVERSAUX	1 880 000	3 417 000			5 297 000
OPEN PAYMENT	64 295	105 359	89 498	88 729	347 882
BATIMENTS	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
TRANSITION ENERGETIQUE : Electrique	33 000	265 000			298 000
AGENCE COMMERCIALE DE VALENCIENNES	50 000	-			50 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 555 972</b>	<b>5 016 035</b>	<b>739 498</b>	<b>238 729</b>	<b>8 550 235</b>

- **Version B :**

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>1 INVESTISSEMENT D'EXPLOITATION</b>					
INFRASTRUCTURES DU TRAMWAY	100 000	300 000	100 000	100 000	600 000
DEPOT TRAMWAY DE ST-WAAST				250 000	250 000
ATELIER BUS DE ST-WAAST	-	-			-
DEPOT BUS DE ST-SAULVE	378 677	378 677	250 000	500 000	1 507 354
DEPOT BUS DE DENAIN					-
SYSTEMES TECHNIQUES TRANSVERSAUX	1 850 000	1 750 000	1 197 000	500 000	5 297 000
OPEN PAYMENT	64 295	105 359	89 498	88 729	347 882
BATIMENTS			50 000	50 000	100 000
TRANSITION ENERGETIQUE : Electrique	33 000	265 000			298 000
AGENCE COMMERCIALE DE VALENCIENNES	50 000	-			50 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 475 972</b>	<b>2 799 035</b>	<b>1 686 498</b>	<b>1 488 729</b>	<b>8 450 235</b>

## 2 GRANDES REVISIONS DES RAMES DE TRAMWAY

Les premières rames de tramway (au nombre de 21) ont été mises en service, pour les essais, dès 2005 et en service commercial en juin 2006.

Les neuf dernières rames ont été mises en service commercial en février 2014 dans le cadre de l'exploitation de la seconde ligne de tramway.

Conformément aux prescriptions du constructeur ALSTOM, des opérations de « Révision des Grands Organes » (RGO) de ces rames sont nécessaires lorsqu'elles atteignent 600 000 km et 1 200 000km.

Dans ce cadre, au cours de la convention de délégation du 11 juillet 2022, les opérations de RGO porteront d'une part sur les 21 premières rames (1 200 000km) et d'autre part sur les 9 dernières rames (600 000km).

La convention susmentionnée a ainsi inclus une option permettant de confier ces prestations au Déléataire, pour un montant de 1 298 002 € sur la durée de la convention (hors valeur nette comptable en fin de convention) qui a été levée par courrier du 2 janvier 2023.

Par ailleurs, les 21 premières rames ayant atteint leur mi-vie (15 ans), l'option prévue à la convention de délégation portant sur la fiabilisation de ces dernières a également été levée par courrier du 2 janvier 2023 pour un montant de 1 261 771 € sur la durée de la convention (hors valeur nette comptable en fin de convention).

Cette option, qui relèvera de la responsabilité du Déléataire, permettra ainsi de fiabiliser les rames de tramway et donc de permettre une prolongation de leur durée de vie de 10 ans.

La synthèse au titre des dépenses pour les grandes révisions des rames de tramway est détaillée ci-après (identique pour les versions A et B) :

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>2 GRANDES REVISIONS TRAMWAY (dont révision à mi-vie)</b>	-	157 453	252 309	341 442	751 203

### 3 RENOUELEMENT DU PARC D'AUTOBUS

Conformément aux dispositions de la convention de délégation du 11 juillet 2022, il appartient au Syndicat d'assurer le renouvellement du parc d'autobus.

Ainsi par délibération du Comité Syndical du 20 octobre 2021, et sur le fondement de l'article R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, une Autorisation de Programme et de Crédits de Paiements (AP/CP) au titre du renouvellement du parc roulant au GNV a été mise en œuvre pour un montant global de 13 000 000 € HT sur la période 2022/2026.

Par délibération en date du 15 décembre 2022, cette AP/CP a été mise à jour comme suit :

Montant global de l'AP : 13 000 000 € HT

CP 2022 : 2 539 944,08 € HT

CP 2023 : 2 660 055,92 € HT

CP 2024 : 2 600 000 € HT

CP 2025 : 2 600 000 € HT

CP 2026 : 2 600 000 € HT

Dans ce cadre, le programme d'investissements en matériel roulant au titre de la convention de délégation est repris ci-après :

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Libellé	Coût	Coût	Coût	Coût	Coût	Coût	Coût	Coût
<b>Renouvellement du matériel roulant</b>								
Articulé BioGNV		1 218 156						1 218 156
Standard BioGNV	1 475 625	1 475 625	590 250	1 475 625	885 375	590 250		6 492 750
Minibus électrique		2 425 000				242 500		2 667 500
Véhicule léger TPMPR BIO GNV	436 000	872 000		327 000	218 000			1 853 000

Au vu des délais d'approvisionnement des véhicules de transport de personnes à mobilité réduite au GNV (20 mois) et du parc actuel, il a été convenu de poursuivre, pour l'année 2023, la politique de décarbonation du parc roulant au travers de l'acquisition de 6 véhicules standards et de 2 articulés au GNV.

Ces véhicules permettront ainsi d'anticiper les renouvellements de l'année 2024, en lien avec le déploiement du nouveau réseau contractuellement programmé à compter du mois de juillet 2024.

Par ailleurs, il envisagé l'acquisition des trois premières navettes électriques en 2023 en vue de desservir, dans un premier temps, les lignes « le Cordon ».

La synthèse au titre des dépenses pour le renouvellement du parc d'autobus est détaillée ci-après (identique pour les versions A et B) :

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>3 RENOUELEMENT PARC ROULANT</b>					-
<b>RENOUELEMENT AUTOBUS BIO GNV</b>	2 600 000	2 600 000	2 600 000	2 600 000	10 400 000
<b>ACQUISITION DE VEHICULES ELECTRIQUES</b>	727 500		727 500	-	1 455 000
<b>TOTAL</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>11 855 000</b>

#### 4 INFRASTRUCTURES DE SECURITE

##### 4.1 AMELIORATION DES DISPOSITIFS DE SECURITE

Ce poste, d'un montant annuel de 50 000 €, correspond aux travaux sécuritaires des deux lignes de tramway qui relèvent de la responsabilité du SIMOUV.

##### 4.2 DOSSIER DE SECURITE ACTUALISE (DSA)

Ce dossier porte sur l'obligation règlementaire de réaliser le DSA de la seconde ligne de tramway en 2024, pour un montant estimé à 20 000 € HT.



Dès lors, au titre du poste relatif aux infrastructures de sécurité, les dépenses envisagées sont les suivantes (identique pour les versions A et B) :

<b>4 INFRASTRUCTURES SECURITE</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	<b>Total</b>
AMELIORATION DES DISPOSITIFS DE SECURITE	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
DOSSIER DE SECURITE ACTUALISE		20 000			20 000
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>70 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>220 000</b>

## 5 INFORMATIQUE ET LOGICIELS

Ce programme porte sur le renouvellement des équipements informatiques et logiciels du SIMOUV, pour un montant annuel de 6 000 € (identique pour les versions A et B) :

<b>5 INFORMATIQUE ET LOGICIELS</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	<b>Total</b>
MAINTENANCE MATERIELS	4 000	4 000	4 000	4 000	16 000
MAINTENANCE LOGICIELS	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>18 000</b>

## 6 ETUDES

Ce programme intègre la réalisation d'études relatives aux mobilités pour un montant annuel de 50 000 € HT :

- **Version A :**

<b>6 ETUDES</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	<b>Total</b>
MOBILITES	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>200 000</b>

- **Version B :**

<b>6 ETUDES</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	<b>Total</b>
MOBILITES			50 000	50 000	<b>100 000</b>
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>

## 7 FICHES ACTIONS DU PDU

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) du Valenciennois propose 25 fiches action.

Ainsi, au titre du présent programme pluriannuel, le SIMOUV intègre les actions dont il est pilote et qui porteront notamment sur :

- L'aménagement des pistes cyclables situées le long de la première ligne du tramway valenciennois entre les communes d'Anzin (59410) et de Denain (59220) conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2022\_12\_04 du 13 décembre 2022 ;
- La réalisation d'aires de covoiturage respectivement sur les communes d'Hasnon (2023) et de Saultain (2024) ;
- La mise en œuvre d'études au titre du schéma directeur cyclable ;
- Le programme de création d'un parking-relais au niveau de la station tramway « Dutemple » conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2022\_12\_05 du 13 décembre 2022 ;
- L'aménagement d'un site propre pour les navettes de centre-ville en face de la Maison des Mobilités ;
- Les études relatives à la révision du PDU du Valenciennois, conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2022\_12\_03 du 13 décembre 2022.

Les montants estimés sont les suivants :

- **Version A :**

<b>7 FICHES ACTION PDU</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	
AMENAGEMENT CYCLABLE	540 000	540 000	540 000	-	1 620 000
METTRE EN ŒUVRE LE SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
EXPERIMENTER DES AIRES DE COVOITURAGE	500 000	500 000	-	-	1 000 000
AMENAGEMENT DES P+R	650 000	50 000	-	-	700 000
REVISION DU PDU	125 000	125 000	-	-	250 000
SITE PROPRE NAVETTES	150 000	150 000	-	-	300 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 015 000</b>	<b>1 415 000</b>	<b>590 000</b>	<b>50 000</b>	<b>4 070 000</b>

- **Version B :**

<b>7 FICHES ACTION PDU</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>2 026</b>	
AMENAGEMENT CYCLABLE			540 000	540 000	1 080 000
METTRE EN ŒUVRE LE SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE			50 000	50 000	100 000
EXPERIMENTER DES AIRES DE COVOITURAGE	500 000	500 000			1 000 000
AMENAGEMENT DES P+R	650 000	50 000	-	-	700 000
REVISION DU PDU	125 000	125 000	-	-	250 000
SITE PROPRE NAVETTES	150 000	150 000		150 000	450 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 425 000</b>	<b>825 000</b>	<b>590 000</b>	<b>740 000</b>	<b>3 580 000</b>

## 8 ETUDES ET SUIVI DU SCOT

Le présent poste porte sur la procédure de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Valenciennois, conformément à la délibération du Comité Syndical n°D2022\_12\_01 du 13 décembre 2022.

Les montants estimés sont les suivants (identique pour les versions A et B) :

	2 023	2 024	2 025	2 026	
<b>8 ETUDES ET SUIVI SCOT</b>	<b>133 333</b>	<b>316 667</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>550 000</b>

## 9 DIVERS TRAVAUX ET BATIMENT DU SIMOUV

Ce poste correspond à divers travaux exceptionnels pouvant être sollicités par le Délégué et/ou affectant le bâtiment du SIMOUV, pour un montant de 50 000 € par an :

- **Version A :**

	2 023	2 024	2 025	2 026	
<b>9 ALEAS TRAVAUX ET BATIMENT SIMOUV</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>200 000</b>

- **Version B :**

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>9 ALEAS TRAVAUX ET BATIMENT SIMOUV</b>			<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>

**PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS - SIMOUV 2023-2026 - Scenario A**

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>1 INVESTISSEMENT D'EXPLOITATION</b>					
INFRASTRUCTURES DU TRAMWAY	100 000	300 000	100 000	100 000	600 000
DEPOT TRAMWAY DE ST-WAAST		250 000			250 000
ATELIER BUS DE ST-WAAST	-	-			-
DEPOT BUS DE ST-SAULVE	378 677	628 677	500 000		1 507 354
DEPOT BUS DE DENAIN					-
SYSTEMES TECHNIQUES TRANSVERSAUX	1 880 000	3 417 000			5 297 000
OPEN PAYMENT	64 295	105 359	89 498	88 729	347 882
BATIMENTS	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
TRANSITION ENERGETIQUE : Electrique	33 000	265 000			298 000
AGENCE COMMERCIALE DE VALENCIENNES	50 000	-			50 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 555 972</b>	<b>5 016 035</b>	<b>739 498</b>	<b>238 729</b>	<b>8 550 235</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>2 GRANDES REVISIONS TRAMWAY (dont révision à mi-vie)</b>	-	157 453	252 309	341 442	751 203
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>3 RENOUELEMENT PARC ROULANT</b>					-
RENOUELEMENT AUTOBUS BIO GNV	2 600 000	2 600 000	2 600 000	2 600 000	10 400 000
ACQUISITION DE VEHICULES ELECTRIQUES	727 500		727 500	-	1 455 000
<b>TOTAL</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>11 855 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>4 INFRASTRUCTURES SECURITE</b>					
AMELIORATION DES DISPOSITIFS DE SECURITE	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
DOSSIER DE SECURITE ACTUALISE		20 000			20 000
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>70 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>220 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>5 INFORMATIQUE ET LOGICIELS</b>					
MAINTENANCE MATERIELS	4 000	4 000	4 000	4 000	16 000
MAINTENANCE LOGICIELS	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>18 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>6 ETUDES</b>					
MOBILITES	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>200 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>7 FICHES ACTION PDU</b>					
AMENAGEMENT CYCLABLE	540 000	540 000	540 000	-	1 620 000
METTRE EN ŒUVRE LE SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
EXPERIMENTER DES AIRES DE COVOITURAGE	500 000	500 000	-	-	1 000 000
AMENAGEMENT DES P+R	650 000	50 000	-	-	700 000
REVISION DU PDU	125 000	125 000	-	-	250 000
SITE PROPRE NAVETTES	150 000	150 000	-	-	300 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 015 000</b>	<b>1 415 000</b>	<b>590 000</b>	<b>50 000</b>	<b>4 070 000</b>
	133 333	316 667	50 000	50 000	550 000
<b>8 ETUDES ET SUIVI SCOT</b>					
<b>9 ALEAS TRAVAUX ET BATIMENT SIMOUV</b>	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
	2 661 972	5 299 488	1 097 807	686 171	9 745 439
<b>A - Investissements structurels (1+2+4+5+6)</b>					
<b>B - Renouvellement du parc autobus (3)</b>	3 327 500	2 600 000	3 327 500	2 600 000	11 855 000
<b>C - Investissements au titre des orientations du PDU (7), du SCOT (8) et divers travaux</b>	2 198 333	1 781 667	690 000	150 000	4 820 000
					-
<b>A FINANCER A+B+C</b>	<b>8 187 806</b>	<b>9 681 155</b>	<b>5 115 307</b>	<b>3 436 171</b>	<b>26 420 439</b>

**PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS - SIMOUV 2023-2026 - Scénario B**

	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>1 INVESTISSEMENT D'EXPLOITATION</b>					
INFRASTRUCTURES DU TRAMWAY	100 000	300 000	100 000	100 000	600 000
DEPOT TRAMWAY DE ST-WAAST				250 000	250 000
ATELIER BUS DE ST-WAAST	-	-			-
DEPOT BUS DE ST-SAULVE	378 677	378 677	250 000	500 000	1 507 354
DEPOT BUS DE DENAIN					-
SYSTEMES TECHNIQUES TRANSVERSAUX	1 850 000	1 750 000	1 197 000	500 000	5 297 000
OPEN PAYMENT	64 295	105 359	89 498	88 729	347 882
BATIMENTS			50 000	50 000	100 000
TRANSITION ENERGETIQUE : Electrique	33 000	265 000			298 000
AGENCE COMMERCIALE DE VALENCIENNES	50 000	-			50 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 475 972</b>	<b>2 799 035</b>	<b>1 686 498</b>	<b>1 488 729</b>	<b>8 450 235</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>2 GRANDES REVISIONS TRAMWAY (dont révision à mi-vie)</b>					
	-	157 453	252 309	341 442	751 203
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>3 RENOUELEMENT PARC ROULANT</b>					-
RENOUELEMENT AUTOBUS BIO GNV	2 600 000	2 600 000	2 600 000	2 600 000	10 400 000
ACQUISITION DE VEHICULES ELECTRIQUES	727 500		727 500	-	1 455 000
<b>TOTAL</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>11 855 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>4 INFRASTRUCTURES SECURITE</b>					
AMELIORATION DES DISPOSITIFS DE SECURITE	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
DOSSIER DE SECURITE ACTUALISE		20 000			20 000
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>70 000</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>220 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>5 INFORMATIQUE ET LOGICIELS</b>					
MAINTENANCE MATERIELS	4 000	4 000	4 000	4 000	16 000
MAINTENANCE LOGICIELS	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>18 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>6 ETUDES</b>					
MOBILITES			50 000	50 000	100 000
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>7 FICHES ACTION PDU</b>					
AMENAGEMENT CYCLABLE			540 000	540 000	1 080 000
METTRE EN ŒUVRE LE SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE			50 000	50 000	100 000
EXPERIMENTER DES AIRES DE COVOITURAGE	500 000	500 000			1 000 000
AMENAGEMENT DES P+R	650 000	50 000	-	-	700 000
REVISION DU PDU	125 000	125 000	-	-	250 000
SITE PROPRE NAVETTES	150 000	150 000		150 000	450 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 425 000</b>	<b>825 000</b>	<b>590 000</b>	<b>740 000</b>	<b>3 580 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>8 ETUDES ET SUIVI SCOT</b>	<b>133 333</b>	<b>316 667</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>550 000</b>
	2 023	2 024	2 025	2 026	Total
<b>9 ALEAS TRAVAUX ET BATIMENT SIMOUV</b>			<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>100 000</b>
<b>A - Investissements structurels (1+2+4+5+6)</b>	<b>2 531 972</b>	<b>3 032 488</b>	<b>2 044 807</b>	<b>1 936 171</b>	<b>9 545 439</b>
<b>B - Renouvellement du parc autobus (3)</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>3 327 500</b>	<b>2 600 000</b>	<b>11 855 000</b>
<b>C - Investissements au titre des orientations du PDU (7), du SCOT (8) et divers travaux</b>	<b>1 558 333</b>	<b>1 141 667</b>	<b>690 000</b>	<b>840 000</b>	<b>4 230 000</b>
					-
<b>A FINANCER A+B+C</b>	<b>7 417 806</b>	<b>6 774 155</b>	<b>6 062 307</b>	<b>5 376 171</b>	<b>25 630 439</b>



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MOBILITÉ ET D'ORGANISATION URBAINE DU VALENCIENNOIS

**Annexe 8 : Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement au 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Préambule :

La présente note a pour objet d'établir un état des lieux des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) votés par le SIMOUV au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Pour rappel, les montants indiqués sont établis en € HT.

## 1 AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE AUX OPERATIONS DE GRANDES REVISIONS DES ORGANES DU TRAMWAY

Au vu du programme d'investissements à la charge du Syndicat dans le cadre de la convention de délégation établie le 17 décembre 2015 avec la société CTVH, la mise en place d'une AP/CP au titre des opérations de grandes révisions des organes du tramway a été approuvée par délibération du Comité Syndical en date du 14 décembre 2016.

En effet, suite à la levée le 30 juin 2016 de l'option prévue à ladite convention, il a été demandé au délégataire de procéder aux opérations de grandes révisions du matériel roulant tramway (600 000kms et 900 000kms).

Ces révisions réglementaires portent notamment sur les principaux organes du tramway (pantographes, bogies, étriers de frein...).

Le montant de ces opérations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 a été fixé à 2 133 954€ HT, décomposé comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
RGO	598 002,00 €	598 002,00 €	25 048,00 €	25 048,00 €	443 927,00 €	443 927,00 €

L'assemblée délibérante a ainsi approuvé, par délibération du 14 décembre 2016, le montant de l'AP et la répartition des CP pour la période 2017/2022 comme suit :

Montant global de l'AP : 2 133 954€ HT

CP 2017 : 598 002€ HT

CP 2018 : 598 002€ HT

CP 2019 : 25 048€ HT

CP 2020 : 25 048€ HT



CP 2021 : 443 927€ HT

CP 2022 : 443 927€ HT.

Cette AP/CP a fait l'objet d'une mise à jour par délibération n°D2022\_03\_05 du 7 mars 2022 afin de tenir compte de l'indexation annuelle, telle que prévue par les dispositions de la convention susmentionnée.

Les montants suivants ont ainsi été votés :

Montant global de l'AP : 2 256 768 € HT

CP 2017 : 598 002 € HT

CP 2018 : 598 002 € HT

CP 2019 : 55 905 € HT

CP 2020 : 25 048 € HT

CP 2021 : 446 884 € HT

CP 2022 : 532 927 € HT.

Le bilan d'exécution de cette AP/CP à fin 2022 se présente comme suit :

<b>Année</b>	<b>CP réalisés (en € HT)</b>
2017	598 002,00 €
2018	598 002,00 €
2019	55 546,00 €
2020	25 048,00 €
2021	446 884,00 €
2022	481 883,00 €
TOTAL	2 205 365,00 €

A ce titre dans la mesure où l'indexation de l'année 2022 ne sera connue qu'au cours de l'exercice 2023, le solde de 2022, soit 51 403 € HT sera affecté en CP pour l'année 2023. Cette prolongation a été actée par délibération n°2022\_12\_09 du 13 décembre 2022.

Il est par ailleurs à noter, que suite au nouveau contrat de concession, avec la société KEOLIS, il y aura lieu d'établir au cours de l'année 2023, une AP relative à la révision des organes du tramway et la fiabilisation des rames de tramway.

## 2 AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE AU RENOUELEMENT DU PARC ROULANT BUS POUR LA PERIODE 2022/2026

Le Comité Syndical a décidé, par délibération du 20 octobre 2021, de voter une AP/CP au titre du renouvellement du parc roulant bus pour la période 2022/2026 au vu de la stratégie de renouvellement adoptée le 22 juin 2021 par le SIMOUV consistant à acquérir un minimum de 8 véhicules bioGaz Naturel pour Véhicules (GNV) par an jusqu'à l'horizon 2026.

Les montants suivants ont ainsi été votés :

Montant global de l'AP : 13 000 000 € HT

CP 2022 : 2 600 000 € HT

CP 2023 : 2 600 000 € HT

CP 2024 : 2 600 000 € HT

CP 2025 : 2 600 000 € HT

CP 2026 : 2 600 000 € HT.

Le bilan d'exécution sur l'année 2022 présente les résultats suivants :

<b>Montant global de l'AP (en € HT)</b>	<b>Montant des CP estimés pour 2022 (en € HT)</b>	<b>Montant des CP réalisés pour 2022 (en € HT)</b>
13 000 000	2 600 000	2 539 944,08

Ainsi, au titre de l'année 2022, trois autobus standards 12 mètres GNV IVECO et quatre bus articulés 18 mètres GNV IVECO ont été acquis par le SIMOUV.

Dès lors, au vu du résultat d'exécution de l'AP pour l'année 2022, le comité syndical du 13 décembre 2022 a acté les mises à jour suivantes :

Montant global de l'AP : 13 000 000 € HT

CP 2022 : 2 539 944,08 € HT

CP 2023 : 2 660 055,92 € HT

CP 2024 : 2 600 000 € HT

CP 2025 : 2 600 000 € HT

CP 2026 : 2 600 000 € HT.

**PROJECTION BUDGETAIRE 2023-2026 (€HT) - Scénario A**

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	<b>DEPENSES EN €HT</b>							<b>RECETTES en €HT</b>					
Charges à caractère général	468 726,73 €	363 732,60 €	450 000,00 €	454 500,00 €	459 045,00 €	463 635,45 €	Versement mobilité	52 154 702,31 €	53 701 382,35 €	57 000 000 €	58 425 000 €	60 177 750 €	61 682 194 €
Charge de personnel et élus	765 573,38 €	797 677,26 €	900 000,00 €	909 000,00 €	918 090,00 €	927 270,90 €	Fond de compensation VM	202 734,99 €	202 734,99 €	202 735 €	202 735 €	202 735 €	202 735 €
Crédit bail matériel roulant	1 287 052,12 €	1 287 052,12 €	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	Reversement recettes commerciales et diverses	7 264 787,06 €	7 678 736,84 €	5 684 237 €	5 833 135 €	6 010 379 €	6 108 267 €
Charges du délégataire (dont indexation)	52 142 251,87 €	55 261 542,22 €	59 535 183 €	59 610 609 €	60 393 449 €	61 481 368,64 €	DGF Lycéens	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €
Transports scolaires interurbains	61 524,26 €	74 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	DGF Collégiens	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €
Tarification sociale	2 976,00 €	2 715,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000 €	Lycéens- Conseil Régional	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €
Intégration TER	445 009,67 €	485 943,79 €	500 000,00 €	510 000,00 €	520 200,00 €	530 604,00 €	Financement interurbains par le Conseil Régional	61 524,26 €	74 000,00 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Réseau Arc-en-Ciel	324 886,94 €	684 280,33 €	600 000,00 €	612 000,00 €	624 240,00 €	636 724,80 €	Participation des membres du SIMOUV	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €
Charge de la dette	6 830 945,28 €	6 790 668,45 €	6 915 586,32 €	6 705 455,82 €	6 505 153,51 €	6 295 976,97 €							
Charges exceptionnelles	84 317,43 €	257 857,96 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €							
Virement à la section de fonctionnement			7 104 362,82 €	7 115 482,29 €	8 469 533,40 €	9 171 962,14 €	Excédent estimé		3 500 000,00 €	2 000 000,00 €	338 016,29 €	380 686,71 €	396 186,43 €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>62 413 263,68 €</b>	<b>66 005 469,73 €</b>	<b>77 435 132,56 €</b>	<b>77 347 047,23 €</b>	<b>79 319 710,98 €</b>	<b>80 937 542,89 €</b>	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>72 131 909,32 €</b>	<b>77 605 014,88 €</b>	<b>77 435 132,56 €</b>	<b>77 347 047,23 €</b>	<b>79 319 710,98 €</b>	<b>80 937 542,89 €</b>
Amortissement de la dette	3 691 159,64 €	3 852 025,74 €	4 023 968,55 €	4 203 627,51 €	4 279 591,71 €	4 131 278,15 €	Subvention d'investissement de la CAVM	2 000 000,00 €	4 000 000,00 €	3 000 000,00 €	4 000 000,00 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €
VNC contrat CTVH			1 030 331,00 €				Subvention d'investissement de la CAPH	2 000 000,00 €	3 500 000,00 €	3 500 000,00 €	4 000 000,00 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €
Investissements au titre de la concession			1 555 431,75 €	1 989 867,00 €	1 678 448,00 €	1 672 111,75 €	Subvention Région - pôle d'échanges de la Gare Trith Le poirier	200 000,00 €					
Investissements d'exploitation et structurels	3 040 646,80 €	7 943 927,08 €	2 661 972,26 €	5 299 488,22 €	1 097 807,26 €	686 170,88 €	Subvention SAEIV phase 1		1 400 000,00 €	745 620,14 €	745 620,14 €		
Renouvellement du parc autobus		2 600 000,00 €	3 327 500,00 €	2 600 000,00 €	3 327 500,00 €	2 600 000,00 €	Subvention SAEIV phase 2		2 000 000,00 €	394 233,68 €	394 233,68 €		
Investissements au titre des orientations du PDU, du SCOT et divers travaux	1 650 000,00 €	1 330 000,00 €	2 198 333,33 €	1 781 666,67 €	690 000,00 €	150 000,00 €	Subvention aires de covoiturage		323 504,00 €	391 336,55 €			
							Virement de la Section de Fonctionnement			7 104 362,82 €	7 115 482,29 €	8 469 533,40 €	9 171 962,14 €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 381 806,44 €</b>	<b>15 725 952,82 €</b>	<b>14 797 536,90 €</b>	<b>15 874 649,39 €</b>	<b>11 073 346,97 €</b>	<b>9 239 560,78 €</b>	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 200 000,00 €</b>	<b>11 223 504,00 €</b>	<b>15 135 553,19 €</b>	<b>16 255 336,11 €</b>	<b>11 469 533,40 €</b>	<b>12 171 962,14 €</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>70 795 070,12 €</b>	<b>81 731 422,55 €</b>	<b>92 232 669,46 €</b>	<b>93 221 696,62 €</b>	<b>90 393 057,95 €</b>	<b>90 177 103,67 €</b>	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>76 331 909,32 €</b>	<b>88 828 518,88 €</b>	<b>92 570 685,75 €</b>	<b>93 602 383,33 €</b>	<b>90 789 244,39 €</b>	<b>93 109 505,03 €</b>

PROJECTION BUDGETAIRE 2023-2026 (€HT) - Scénario B

Année	2023	2024	2025	2026	Année	2023	2024	2025	2026
DEPENSES en €HT					RECETTES en €HT				
Charges à caractère général	450 000,00 €	454 500,00 €	459 045,00 €	463 635,45 €	Versement mobilité	57 000 000 €	58 425 000 €	60 177 750 €	61 682 194 €
Charge de personnel et élus	900 000,00 €	909 000,00 €	918 090,00 €	927 270,90 €	Fond de compensation VM	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €
Crédit bail matériel roulant	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	1 290 000,00 €	Reversement recettes commerciales et diverses	5 684 237 €	5 833 135 €	6 010 379 €	6 108 267 €
Charges du délégataire (dont indexation)					DGF Lycéens	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €	2 179 928,00 €
Transports scolaires interurbains	59 535 183 €	59 610 609 €	60 393 449 €	61 481 368,64 €	DGF Collégiens	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €	1 146 967,00 €
Tarifification sociale	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000 €	Lycéens– Conseil Régional	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €	1 121 265,70 €
Intégration TER	500 000,00 €	510 000,00 €	520 200,00 €	530 604,00 €	Financement interurbains par le Conseil Régional	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Réseau Arc-en-Ciel	600 000,00 €	612 000,00 €	624 240,00 €	636 724,80 €	Participation des membres du SIMOUV	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €
Charge de la dette	6 915 586,32 €	6 705 455,82 €	6 505 153,51 €	6 295 976,97 €					
Charges exceptionnelles	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €					
Virement à la section de fonctionnement	7 101 627,83 €	7 880 012,31 €	8 138 328,43 €	8 891 022,18 €	Excédent	2 000 000,00 €	1 105 281,30 €	52 216,73 €	117 981,46 €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>77 432 397,57 €</b>	<b>78 111 577,25 €</b>	<b>78 988 506,01 €</b>	<b>80 656 602,93 €</b>	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>77 432 397,57 €</b>	<b>78 111 577,25 €</b>	<b>78 988 506,01 €</b>	<b>80 656 602,93 €</b>
Amortissement de la dette	4 023 968,55 €	4 203 627,51 €	4 279 591,71 €	4 131 278,15 €	Subvention d'investissement de la CAVM	3 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
VNC contrat CTVH	1 030 331,00 €				Subvention d'investissement de la CAPH	3 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
Investissements au titre de la concession	1 555 431,75 €	1 989 867,00 €	1 678 448,00 €	1 672 111,75 €	Subvention SAEIV phase 1	745 620,14 €	745 620,14 €		
Investissements d'exploitation et structurels	2 531 972,26 €	3 032 488,22 €	2 044 807,26 €	1 936 170,88 €	Subvention SAEIV phase 2	394 233,68 €	394 233,68 €		
Renouvellement du parc autobus	3 387 555,00 €	2 600 000,00 €	3 327 500,00 €	2 600 000,00 €	Subvention aires de covoiturage	391 336,55 €			
Investissements au titre des orientations du PDU, du SCOT et divers travaux	1 558 333,33 €	1 141 666,67 €	690 000,00 €	840 000,00 €					
					Virement de la Section de Fonctionnement	7 101 627,83 €	7 880 012,31 €	8 138 328,43 €	8 891 022,18 €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>14 087 591,90 €</b>	<b>12 967 649,39 €</b>	<b>12 020 346,97 €</b>	<b>11 179 560,78 €</b>	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>15 132 818,20 €</b>	<b>13 019 866,13 €</b>	<b>12 138 328,43 €</b>	<b>12 891 022,18 €</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>91 519 989,47 €</b>	<b>91 079 226,64 €</b>	<b>91 008 852,98 €</b>	<b>91 836 163,71 €</b>	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>92 565 215,77 €</b>	<b>91 131 443,37 €</b>	<b>91 126 834,45 €</b>	<b>93 547 625,11 €</b>

## Annexe 10 : Effectifs du SIMOUV

Les projections budgétaires en matière des effectifs du SIMOUV ont été établies sur la base des effectifs existants au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et intègrent notamment l'effet « Glissement Vieillesse Technicité ».

Par délibération n° dBE2022\_06\_01 le Bureau Exécutif a acté la mise du règlement intérieur afin de prendre acte de la durée annuelle légale du temps de travail, à savoir **1 607 heures** (incluant la journée de solidarité).

### 1. Evolution des effectifs :

En nombre d'agents (Equivalent Temps Plein) :

	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Prévisions 2023
<b>Titulaires</b>	10 (9,7)	9 (8,7)	9 (8,7)	9 (8,7)
<b>Contractuels</b>	1(1)	2 (2)	3 (3)	4 (4)
<b>Mis à disposition</b>	1 (1)	1 (1)	1 (1)	1 (1)
<b>Apprentis</b>			1 (1)	1 (1)

Au cours de l'année 2022, le SIMOUV a accueilli :

- Une apprentie au sein du service marchés publics (septembre 2022) ;
- Un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité (décembre 2022) au vu du changement de Délégitaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Pour l'année 2023, le SIMOUV accueille un emploi non permanent dans le cadre d'un contrat de projet afin de mener la révision du Schéma de Cohérence Territoriale et du Plan de Déplacements Urbains du Valenciennois.

Il est par ailleurs à noter que le poste de Chargé(e) des Mobilités est toujours vacant.

### 2. Evolutions des effectifs par filières :

En nombre d'agents (ETP) :

Filières	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Prévisions 2023
<b>Administrative</b>	8 (7,9)	8 (7,9)	10 (9,9)	11 (10,9)
<b>Technique</b>	2 (1,8)	2 (1,8)	2 (1,8)	2 (1,8)
<b>Emplois fonctionnels</b>	2 (2)	2 (2)	2 (2)	2 (2)
<b>Total</b>	12 (11,70)	12 (11,70)	14 (13,70)	15 (14,70)

### 3. Evolution des effectifs par catégories (hors apprentis) :

Catégories	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Prévisions 2023
<b>A</b>	6(6)	6(6)	7(7)	8(6)
<b>B</b>	2 (2)	2 (2)	2 (2)	2 (2)
<b>C</b>	4 (3,70)	4 (3,70)	4 (3,70)	4 (3,70)
<b>Total</b>	12 (11,70)	12 (11,7)	13 (12,7)	14 (13,7)

#### 4. La parité Femmes – Hommes :

- Dans le cadre des lignes directrices de gestion, le SIMOUV s'engage à :
- Favoriser l'égalité dans la rémunération, la formation et l'évolution professionnelle des agents ;
  - Organiser un avancement équilibré : prendre en compte la situation respective des femmes et des hommes au sein d'un cadre d'emplois pour garantir un avancement au choix équilibré ;
  - Désigner un élu et un agent référent en charge de l'égalité.

Une attention particulière est portée aux intitulés comme aux descriptifs des fonctions ou des qualités et compétences qui s'y attachent, afin que les recrutements puissent concerner indifféremment les femmes et les hommes.

#### Répartition Femmes/Hommes au 31/12/2022 :

	Femmes	Hommes
<b>A</b>	1	6
<b>B</b>	1	1
<b>C</b>	4	0
<b>Total</b>	6	7

#### 5. Evolution des dépenses de personnels :

	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Prévisions 2023
<b>Brut indiciaire</b>	317 758,22 €	283 153,57 €	288 270,96 €	353 433,24 €
<b>Indemnités (Indemnité de résidence, Supplément Familial...)</b>	17 417,01 €	13 044,81 €	11 954,58 €	12 123,84 €
<b>Nouvelle Bonification Indiciaire</b>	5 366,44 €	5 012,64 €	5 100,36 €	5 188,08 €
<b>Régime indemnitaires</b>	114 553,73 €	119 244,87 €	122 392,09 €	147 950,72 €
<b>Avantages en nature</b>	30 828,43 €	23 029,19 €	28 231,18 €	27 696,24 €
<b>Charges patronales</b>	191 315,86 €	180 302,16 €	183 725,75 €	22 669,28 €
<b>Total</b>	677 239,69 €	623 787,24 €	639 674,92€	773 089,40 €

Par ailleurs, la politique sociale se caractérise par un certain nombre d'avantages en nature tels que :

- Une participation aux repas dans le cadre d'une politique de mutualisation du restaurant d'entreprise avec le Délégué ;
- Une participation du Syndicat au financement de la protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 75% ;
- La prise en charge intégrale d'un contrat de prévoyance par l'employeur ;
- La mise à disposition de véhicules de fonction pour les emplois de Directeurs Généraux Adjoints.

Enfin, il est à noter que le SIMOUV verse une participation annuelle au profit de l'Association du Personnel du SIMOUV. Pour l'année 2022, cette participation s'élève à 7 000 €. Toutefois, compte tenu de l'augmentation des effectifs, une hausse de la participation est à envisager pour l'année 2023.